

AFFAIRES

FIN DE SÉANCE > DE LA REPRISE À L'EXPANSION PAGE 9

S&P/TSX 8814,89 -10,49 (-0,12%)	Actions négociées ▲ 95 ▼ 125 Inchangées : 4	TSX CROISSANCE ▲ 1696,15 +18,96 (+1,13%)	QUÉBEC 30 ▼ 1020,34 -3,03 (-0,30%)	Actions négociées ▲ 12 ▼ 18 Inchangées : 0	NASDAQ ▼ 1919,97 -28,55 (-1,47%)	DOW JONES ▼ 10055,20 -70,20 (-0,69%)	S&P 500 ▼ 1122,14 -8,51 (-0,75%)
--------------------------------------------------	----------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------	-------------------------------------------------	---------------------------------------------------------	-----------------------------------------------	---------------------------------------------------	---------------------------------------------------

Le huard touche les 80 cents US

BLOOMBERG
Le huard s'est envolé au-delà de 80 cents US pour la première fois en plus d'une décennie, hier, à la suite de la publication d'un rapport de Statistique Canada indiquant que les employeurs avaient embauché deux fois plus de travailleurs que prévu. Pendant ce temps, la croissance de l'emploi a diminué aux États-Unis.

La devise canadienne s'est appréciée de près de 4 % depuis que David Dodge, gouverneur de la Banque du Canada, a indiqué le 20 septembre que la banque devait hausser les taux d'intérêt pour freiner l'inflation. L'ajout de 43 200 emplois au Canada le mois dernier a donné plus de poids aux conjectures voulant que les décideurs augmentent le taux directeur au

cours des deux dernières réunions de la Banque du Canada d'ici la fin de l'année.
« Pour le dollar canadien, les deux rapports sur l'emploi ont été nettement positifs », avance Marc Lévesque, stratège en chef de la division des devises étrangères et des placements à revenu fixe de TD Securities, à Toronto. « Dans l'ensemble, on note une perception positive quant à la santé de l'économie canadienne », ajoute-t-il.
Dans la matinée d'hier, le dollar canadien s'est élevé à 80 cents US, un sommet depuis le 30 mars 1993. Il a terminé la journée à 79,87 cents US, en hausse de 59 centièmes. Il faut désormais un peu plus de 1,26 \$ CAN pour acheter un dollar américain.
Le huard est en hausse de 3,7 % par rapport au dollar américain cette année, troisième performance

derrière celle du dollar néo-zélandais et du won de la Corée du Sud.
Le dollar canadien grimpera à 81,3 cents US d'ici la fin de l'an prochain (1,23 \$ CAN par rapport au dollar américain), selon l'estimation moyenne de neuf économistes sondés par Bloomberg. Pour sa part, Lehman Brothers Holdings a revu ses prévisions à la hausse et estime que le huard atteindra 80,65 cents US d'ici un mois, comparativement à une prévision antérieure tablant sur 79,4 cents US, valeur déjà dépassée par ailleurs.
La demande pour le dollar canadien est également stimulée par les prix plus élevés obtenus pour les exportations des produits de l'agriculture, de la forêt et de l'énergie. L'an dernier, les exportations ont formé environ 40 % du produit intérieur brut du Canada.
L'indice des prix des marchandises de la Banque du Canada est en hausse de 19 % cette année. Cet indice, qui suit sur une base hebdomadaire 23 marchandises produites au Canada et vendues sur les marchés mondiaux, a atteint un record au cours de la semaine terminée le 6 octobre.
« Le Canada a beaucoup de choses qui jouent en sa faveur », note Michael Rosenberg, stratège en chef et directeur new-yorkais de Harbert Management Corp., une maison de placement disposant d'environ 5 milliards de dollars américains en actifs. « Le dollar canadien profite d'un ensemble de circonstances passablement intéressantes », ajoute-t-il.
Au cours du deuxième trimestre, le produit intérieur brut a progressé de 4,3 % au Canada, comparativement à 3,3 % aux États-Unis. C'était la première fois depuis le premier trimestre de 2003 que la

croissance canadienne dépassait l'américaine.
La croissance de l'emploi en septembre au pays a dépassé de plus du double les 20 300 nouveaux emplois qui avaient été prédits par 22 économistes sondés par Bloomberg. Le taux de chômage a reculé à 7,1 %, son niveau le plus bas depuis juillet 2001.
De leur côté, les États-Unis ont ajouté seulement 96 000 emplois le mois dernier, alors que les économistes en avait prédit 148 000, selon la médiane de 74 estimations. Le taux de chômage est demeuré inchangé à 5,4 %.
« Il y a dans l'ensemble une bonne perception quant à la santé de l'économie comparativement à un signal relativement négatif touchant l'économie américaine », indique M. Lévesque, de TD Securities.

Classement international des MBA: HEC Montréal au 10^e rang

YVES GINGRAS
HEC Montréal célèbre ses jours-ci. Dans son classement des meilleurs programmes de MBA à l'extérieur des États-Unis, le magazine américain *Business Week* place l'institution montréalaise au 10^e rang.
« Nous nous retrouverons dans la même catégorie que les institutions les plus prestigieuses », se réjouit Jean Talbot, directeur du programme de MBA à HEC Montréal. « Notre inclusion au *Top Ten* nous assure d'une couverture exceptionnelle dans *Business Week* car seules les 10 premières places y sont mentionnées. »
Selon M. Talbot, le classement du réputé magazine est très influent. « Lorsque j'interroge les étudiants internationaux, plusieurs d'entre eux m'indiquent qu'ils ont consulté le classement du *Business Week* avant de faire leur choix définitif », affirme-t-il. L'an passé, le MBA de HEC Montréal s'était classé au 18^e rang. M. Talbot prévoit que le nombre de demandes d'admission doublera à la suite des résultats obtenus cette année.
Cette année, 175 étudiants à temps plein sont inscrits au programme de maîtrise en administration des affaires, dont la moitié provient de l'étranger.

Air Canada Les architectes de la remise à flot



William B. Rosenberg, Robert Hogan et Jean Marc Huot, trois avocats du cabinet Stikeman Elliott, ont figolé les détails du sauvetage d'Air Canada, opération d'une complexité sans précédent au Canada.

Stress et sueurs froides

Mission accomplie: les conseillers d'Air Canada sont épuisés mais fiers

MARIE TISON
Épuisée, l'armée de l'ombre n'a pas encore pleinement célébré la victoire.
Cette victoire, c'est la restructuration réussie d'Air Canada, après plus de 18 mois passés sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies. L'armée de l'ombre, ce sont ces centaines de personnes, notamment des avocats et leurs assistants, qui ont figolé les détails de cette opération d'une complexité sans précédent au Canada.
« Le 30 septembre dernier, nous étions trop épuisés pour aller fêter,

commente Robert Hogan, associé au bureau de Montréal du cabinet Stikeman Elliott, qui a représenté la société Air Canada dans toutes ces procédures. C'était comme une baisse d'adrénaline, une adrénaline qui durait depuis un an et demi. »
M^e Hogan et ses collègues Jean Marc Huot et William Rosenberg ne cachent toutefois pas leur grande fierté face au résultat de l'opération. Les avocats d'entreprise, qu'on a tendance à croire dénués de toute émotion, se sont attachés à l'entreprise et à ses gens.
« Chez Air Canada, on a aujourd'hui 29 000 emplois, dont beau-

coup à Montréal, note M. Hogan. C'est une satisfaction tangible pour nous de voir que tous ces gens ont encore ces emplois. Il y a une compagnie qui a une nouvelle chance de vivre et de prospérer. »
Pendant un an et demi, des liens d'amitié se sont tissés entre les avocats et les gens d'Air Canada. « Ce n'est pas comme si nous étions simplement des plombiers venus pour régler un problème, dit M. Hogan. Il y avait un attachement au niveau des tripes. »
Il fallait faire le boulot, bien sûr, mais il fallait également rassurer les employés du transporteur qui

s'est délesté de milliers de travailleurs pendant l'opération de remise à flot.
« Il fallait garder l'optimisme, parce que s'ils perdaient espoir, les sept jours de travail par semaine, les 15 heures de travail par jour, tout ça ne menait plus à rien », déclare M. Hogan.
Surtout dans le domaine du transport aérien, la question de la confiance est cruciale. « Si on donne l'impression qu'on n'a pas le contrôle, les gens vont réserver ailleurs », rappelle M. Rosenberg.

> Voir HEC MONTRÉAL en page 2

LE CHIFFRE DU JOUR
+8,5 %
Au cours des neuf premiers mois de 2004, la Bourse canadienne (selon l'indice S&P/TSX de la Bourse de Toronto) a grimpé de 6,2 %. Mais les Américains qui détenaient des actions canadiennes ont en fait réalisé un rendement réel de +8,5 % en tenant compte de l'appréciation du huard par rapport au billet vert.
Source : BMO Nesbitt Burns

Acquisition.biz
Pour acheter ou vendre une entreprise.
3262477A

À VOS AFFAIRES
MANGER BIO PAYER MAINTENANT DEGUSTEZ PLUS TARD
LA PRESSE AFFAIRES LA REVUE COMPLÈTE DE LA SEMAINE PAGES 2, 3 ET 5
FONDS COMMUNS LE CELLULAIRE LES JEUNES

À VOS AFFAIRES LE DIMANCHE

CE DIMANCHE DANS **LA PRESSE**
Une maison à Montréal, **COMBIEN ÇA COÛTE ?**

LA PRESSE AFFAIRES

REPÈRES

DOLLAR CANADIEN

79,87 ¢ US

VARIATION **+0,59¢**

64,39 ¢€ -0,17¢

SOMME REQUISE POUR ACHETER

UN DOLLAR US: **1,2521\$**

UN EURO: **1,5529\$**

TAUX PRÉFÉRENTIEL

4,00%

TAUX DE LA BANQUE DU CANADA

2,25%

OR (NY gold) **423,10\$ US** +5,10\$ US

PÉTROLE (North sea Brent) **49,69\$ US** +1,07\$ US

DILBERT



Le baril de brut clôture au-dessus de 53\$US

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK — Le baril de pétrole brut a clôturé au-dessus de 53 \$ US hier pour la première fois à New York, après avoir atteint juste avant un nouveau record en séance à 53,40 \$ US, en raison du risque de nouvelle tempête dans le sud des États-Unis et d'une grève au Nigeria.

Sur le New York Mercantile Ex-

change, le baril de brut de qualité *light sweet crude*, qui arrive à échéance en novembre, a terminé sur un gain de 64 cents US, à 53,31 \$ US, après avoir atteint quelques minutes plus tôt le nouveau sommet historique de 53,40 \$ US.

Il s'agit de la quatrième séance consécutive de hausse. Les cours ont pris 10,50 \$ US en moins d'un mois à New York.

À Londres, le baril de Brent de la

mer du Nord a clôturé avec un gain de 81 cents US, à 49,71 \$ US, après avoir atteint un record historique en séance à 49,75 \$ US.

Selon Marshall Steeves, analyste de Refco, « le temps orageux en Louisiane fait craindre une nouvelle tempête » dans le sud des États-Unis, ce qui risquerait de retarder les réparations des infrastructures pétrolières endommagées par le passage de l'ouragan *Ivan*, entraî-

nant de nouvelles perturbations.

Environ 450 000 barils de brut manquent encore à la production américaine depuis le passage d'*Ivan* à la mi-septembre.

D'après lui, les cours du mazout ont également atteint un record historique en clôturant à 1,454 \$ US le gallon pour le contrat de novembre, en hausse de 2,31 cents US.

Les stocks de pétrole sont à des

niveaux historiquement bas aux États-Unis et les investisseurs s'inquiètent d'une possible pénurie à l'approche de l'hiver.

Ces craintes sont renforcées par la menace du déclenchement d'une grève générale au Nigeria à partir de lundi et pour quatre jours. La tension semble reprendre dans le Delta du Niger et que les employés nigériens de Shell sont toujours en grève.

Alcan vend sa division de commerce de minerais

PRESSE CANADIENNE

Alcan a conclu une entente concernant la vente de sa division de commerce de minerais et de concentrés à l'actuelle équipe de direction de celle-ci. Les détails financiers de la transaction n'ont pas été révélés. Alcan se départit ainsi des actifs et des contrats commerciaux de la division qui faisait du commerce de minerais, concentrés et secondaires de cuivre, de plomb et de zinc, et qui dépendait de Pechiney World Trade USA ainsi que de Pechiney Trading Limited.

Alcan a conclu l'année dernière l'acquisition de Pechiney, ce qui lui a permis de se hisser presque au même niveau que le géant Alcoa, plus im-

portant producteur d'aluminium au monde.

Alcan a depuis procédé à la vente de quelques actifs, que ce soit pour des raisons réglementaires ou parce qu'ils étaient jugés secondaires par la direction de la multinationale montréalaise. Ainsi, le groupe Boxal, qui fabrique des bombes aérosol en aluminium, a été vendu en mai dernier à une entreprise des Pays-Bas. La division des produits laminés doit quant à elle être cédée aux actionnaires d'Alcan d'ici la fin de l'année.

Alcan a précisé hier qu'elle procédait à la vente de sa division de commerce de minerais et de concentrés parce que celle-ci ne fait pas partie de ses activités principales.

Stress et sueurs froides

Mission accomplie: les conseillers d'Air Canada sont épuisés mais fiers

AIR CANADA

suite de la page 1

En partant, la réorganisation d'Air Canada présentait des difficultés particulières. Souvent, les sociétés qui se placent sous la protection de la Loi sur les arrangements s'entendent d'avance avec leurs créanciers. Cette fois-ci, c'était impossible, compte tenu du nombre et de la diversité des intervenants, qui avaient des intérêts parfois divergents. « Il y en avait certains pour qui la liquidation était dévastatrice, d'autres pour qui ce n'était pas le cas », rappelle M. Huot.

Une occasion

En outre, Air Canada voulait profiter de l'occasion pour réaménager sa structure de fond en comble, soit établir une société de portefeuille chapeautant diverses sociétés autonomes comme Air Canada, Aéroplan et les Services techniques. Tout cela, en continuant à administrer la société et à transporter les voyageurs. Tout était sous contrôle, tout était prêt pour le décollage de la nouvelle société lorsqu'au début d'avril 2004, Victor Li, le patron de Trinity Time, qui devait investir 650 millions de dollars dans la nouvelle société, a annoncé son intention de retirer ses billes.

« Il n'y avait plus rien, se rappelle M. Huot. Il fallait arriver avec une transaction alternative rapidement avant que l'ensemble de la compagnie ne se détériore et que ce soit une liquidation inévitable. Ça a été la période la plus stressante de toute l'opération. »

Heureusement, la Deutsche Bank s'est rapidement montrée intéressée. Elle considérait qu'il s'agissait d'un bon investissement, mais surtout, elle tenait à défendre les intérêts de plusieurs

de ses clients, qui avaient investi des centaines de millions de dollars dans les débentures d'Air Canada.

Bras de fer avec les syndicats

Le bras de fer avec les différents syndicats d'Air Canada a également causé quelques sueurs froides au sein de l'armée de l'ombre. « Parfois, il y a eu de la peur, mais les enjeux étaient trop importants, il fallait que le bon sens prédomine, affirme M. Hogan. Entre nous, nous savions qu'un échec n'était acceptable pour personne. »

Le caractère public de cette partie du processus a constitué un stress supplémentaire sur les avocats. « Les syndicats sont plus à l'aise que nous à l'idée d'utiliser les tribunes publiques, explique M. Hogan. Nous, nous aimons travailler pas nécessairement dans les coulisses, mais de façon plus efficace pour que les choses fonctionnent. »

Selon les avocats, c'est la fermeté du juge ontarien James Farley qui a permis d'en arriver à des ententes.

« Si la compagnie avait été seule à pousser sur les syndicats, elle aurait été vue comme le *bad guy*, soutient M. Huot. Comme le juge et le moniteur ont pris l'initiative de forcer une entente, cela a permis au président d'Air Canada d'expliquer sa vision aux employés au lieu de pousser sur eux. »

Tout en main

Les avocats sont persuadés qu'Air Canada a maintenant tous les instruments nécessaires pour réussir.

« C'est évident que ce n'était pas un dossier comme les autres, affirme M. Hogan. Il y a une satisfaction personnelle qui découle de tout ça. »



PHOTO PIERRE McCANN, LA PRESSE

Stéphanie Grammond

Deuxième Grand Prix en deux ans

LA PRESSE

Pour la deuxième année consécutive, c'est la journaliste Stéphanie Grammond, de *La Presse*, qui a remporté le Grand Prix de journalisme de l'Institut des fonds d'investissement du Canada (IFIC), dans la catégorie francophone.

M^{me} Grammond, qui oeuvre au sein de l'équipe de *La Presse Affaires*, a remporté les honneurs grâce à une série d'articles sur l'industrie du courtage et la rémunération des courtiers. Le dossier a été publié sur deux jours, en juin 2003.

L'IFIC est l'association qui regroupe les acteurs de l'industrie canadienne des fonds d'investissement, tels les compagnies de gestion de fonds communs de placement, les distributeurs des fonds ainsi que des membres affiliés des professions juridique, comptable et autres.

Présentement, Stéphanie Grammond est en congé de maternité. Vous la retrouverez dans nos pages au printemps prochain.

Classement international des MBA: HEC Montréal au 10^e rang

HEC MONTRÉAL

suite de la page 1

On compte aussi 250 étudiants à temps partiel.

Le classement repose en bonne partie sur les commentaires des étudiants et des employeurs, ce qui à l'heure de plaire encore davantage au directeur du programme de MBA. HEC Montréal, autrefois connue comme étant l'École des hautes études commerciales de Montréal, est la plus vieille école de gestion au Canada. La fondation de l'établissement affiliée à l'Université de Montréal remonte à 1907. HEC Montréal est dirigé par Jean-Marie Toulouse.

Quand on lui demande d'expliquer le succès de son programme, M. Talbot mentionne le caractère international de l'école. Selon lui, le fait que tous les étudiants doivent être bilingues constitue un avantage certain.

HEC Montréal offre d'ailleurs un MBA en anglais pour attirer une clientèle internationale mais aussi pour former une catégorie de cadres québécois qui pourront oeuvrer sur la scène internationale. Plusieurs cours sont offerts en français, en anglais et même, dans certains cas, en espagnol. Cette ouverture attire beaucoup d'étudiants étrangers qui, au cours de leurs études à Montréal, tissent des liens avec le Québec. Ce qui peut être un atout lorsque vient le temps de faire des affaires avec les pays d'origine de ces étudiants étrangers, espère M. Talbot.

Une autre raison du succès de HEC Montréal est le faible coût des droits de scolarité. « Il en coûte

International Top 10 de Business Week

1. Queen's School of Business (Kingston, Ontario)
2. International Institute for Management Development - IMD (Lausanne, Suisse)
3. INSEAD (Fontainebleau, France)
4. ESADE Business School (Barcelone, Espagne)
5. London Business School (Londres, Angleterre)
6. Western Ontario (London, Canada)
7. IESE Business School (Barcelone, Espagne)
8. HEC Paris (Paris, France)
9. University of Toronto (Toronto, Canada)
10. HEC Montréal (Montréal, Québec)

18 000 ou 19 000 \$ CAN pour faire son MBA chez nous. C'est une aubaine quand on sait que les frais à Queen's (à Kingston en Ontario) sont d'environ 53 000 \$ et qu'aux États-Unis, pour un programme du même calibre, il faudra déboursier de 40 000 à 75 000 \$ US, mentionne M. Talbot. En Europe, et même en France où les programmes de MBA sont privés, il vous en coûtera 30 000 euros, soit à peu près 48 000 \$ CAN. » C'est du moins les droits exigés par l'INSEAD, la prestigieuse école d'administration située en banlieue parisienne.

Parmi les commentaires se retrouvant déjà dans le site Internet de *Business Week*, on peut lire que le MBA de HEC Montréal serait une excellente aubaine en Amérique du Nord et qu'il deviendra d'ici peu un des meilleurs programmes. La personne citée s'exclame: « HEC Montréal! *The best secret in North America.* »

Un autre étudiant se plaint toutefois de service de placement. Il affirme que le service de recherche d'emploi se résumerait à répondre à des offres d'emplois déjà affichées dans Internet. Faut croire que la perfection n'est pas de ce monde.

Affaires

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

AÉROPLAN recherche 230 000 points Payé comptant. 514-992-6062 ou davidos@surlatrotte.com

BON REVENU, compagnie du mieux-être, produits écologiques. 450-979-8931

C.A., praticien à son compte recherche clientèle à vendre, MtL, Laval, Rive-Nord, conditions de paiement intéressantes, 514-217-7980.

CAPITAL TRUST FRANCHISE: Prêt de 300 \$ à 1000 \$ Financement. (819) 321-1267

COMMERCE de meubles et accessoires pour enfants, établi depuis 25 ans à Outremont, cherche relève. Cause retraite. Volume 1.25 M \$. Capital requis 300 000 \$. Excellente opportunité! 514 824-8486

CONCESSIONNAIRE Automobile, périphérie Montréal, 250 autos/année, importées, loyer minime, cherche investisseurs ou acheteurs, 514-952-1612 Claude Nantel.

CONSULTANT démarrage d'entreprises G. Savard (450) 670-7487

MACHINES distributrices à liqueurs et friandises plus machines à bonbons, à vendre. Excellente opportunité d'affaires. 514-592-4319.

MARGE de crédit, facturation, crédit bail, équipement, prêt à terme, subventions. C.F.O. Conseil. 514-499-5252

NOUVEAU - ÉDIFIEN À REV. • PLATEAU Rénové 100% - Revenu 250 000 \$ +. Possibilité centre d'hébergement 2 200 000 \$ **André Labrosse 514-597-2121** La Capitale du Mt-Royal

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

PRÊTS et subventions des gouvernements pour votre petite entreprise existante ou nouvelle. Appelez 1-800-417-2927.

RECHERCHE D'UNE PME valant de 1 million \$ à 25 millions \$. G.A. BOULET ca **courtier en entreprise** 1-888-ou 514-932-3030

SOLUTIONS POUR VOTRE ENTREPRISE Capital de risques, fonds de roulement, achat d'équipement, terrain, immeuble, 1ère, 2e hyp. Claude St-Onge Ctr (514) 733-4214

SOYEZ les premiers dans un marché en plein essor. Excellent rendement. Investisseurs sérieux recherchés seul. 514-812-0152 10h-19h

SPA HÉTÉRO lucratif, cherche investisseur épcurien. Info: bizzzness@hotmail.com

WWW.DAYTRADERCANADA.COM Devenez Daytrader cours professionnel de 7 jours • Accès direct NASDAQ, NYSE, TSX • Maison/bureau, temps plein/partiel • Contrôle du risque à 100% • 67h de cours dont 40h de temps réel • Manuel de 400 pages • Ordinateur & logiciels fournis • **Le cours à Montréal débute le 16 octobre 2004.** • (514) 529-2073 • 1-866-529-2073 •

700 Petites annonces

www.capsse.ca

714 FRANCHISES

Centre du Rasoir

FRANCHISES DISPONIBLES

Avec près de 65 magasins en exploitation au Québec et en Ontario et 45 années d'expérience dans le domaine du commerce de détail **Centre du Rasoir** met à la disposition de potentiels investisseurs/opérateurs, plusieurs magasins situés dans d'excellents emplacements aussi bien dans le grand Montréal qu'à travers la province de Québec.

• Formation complète • Clientèle établie
• Assistance continue • Investissement min.
• Redevances • Financement disponibles

Possibilités immédiates de franchises
Tél.: (514) 636-4512 #304 - Téléc.: (514) 636-8356
Courriel: jean-claude@cdrem.com

715 FINANCEMENT

1RE-2e HYP. rés. comm. ind. balance vente Dencol 514-342-1356 (agent protégé)

1re et 2e hypothèque Balance de vente Financement tertiaire ACE MORTGAGE CORP. (514) 731-8585 "agent protégé"

FINANCEMENT ET CAPITAL DE RISQUE www.onyxfinancing.com 514-956-9596

PRÊTONS 50% SUR VALEUR DE VOS TERRAINS (514) 381-7787, Mega Hermes Inc

Audi VOITURES DE FONCTION

Audi A-4
1,8 T Quattro,
Noire,
Seulement
9 500 km

À qui la chance!
Popular 5441, Saint-Hubert (514) 274-5471
www.popularaudi.com

LA PRESSE AFFAIRES

La construction résidentielle ralentit

RUDY LE COURS

Tant au Canada qu'au Québec ou dans l'agglomération montréalaise, le nombre de mises en chantier a diminué en septembre, révélait hier la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).

D'un océan à l'autre, le rythme annuel désaisonnalisé des mises en chantier s'élevait à 231 000, soit 10 000 unités de moins qu'en août.

Au Québec, la cadence atteint 42 300 unités dans les centres urbains de 10 000 habitants et plus, comparativement à 43 000 en août.

En termes réels, 3384 nouveaux logements ont commencé à lever de terre en septembre dans les centres urbains québécois, soit 7 % de moins qu'en septembre 2003.

« Le ralentissement, qui a commencé au début de l'été, a été concentré dans le segment des logements collectifs », observe Kevin Hughes, économiste principal à la SCHL.

C'est en particulier les mises en chantier de copropriété qui diminuent. Elles ont fléchi de 23 % par rapport à septembre 2003 dans l'ensemble du Québec.

Dans la région de Montréal, la saturation de ce segment est plus palpable encore. Alors que le recul de l'ensemble des mises en chantier y atteint 9 % avec quand même 2053 nouvelles coulées de fondations, la construction de logements en copropriété encaisse une chute de 33 %.

Ce n'est peut-être d'ailleurs pas terminé, si on regarde les chiffres du nombre de logements complétés et encore inoccupés. En août, il y en avait 1151, un sommet depuis février 1996. De façon générale, le nombre des inoccupés oscille entre les 600 et 800 unités.

Là s'arrête toutefois la comparaison. « En 1996, on parlait de marché déprimé avec 1623 nouvelles unités de copropriété. Cette fois-ci, on observe plutôt une certaine saturation », nuance Paul Cardinal, analyste principal de marché, à la SCHL.

On dénombre 6901 nouvelles unités de janvier à septembre. « Notre scénario, c'est 9500 unités pour l'année », précise M. Cardinal. Ce serait alors environ 1500 de plus qu'en 2003.

Depuis le début de l'année dans la région montréalaise, la hausse des mises en chantier est de 23 % par rapport à la même période l'an dernier. Pour le Québec, la progression atteint 18 %, soit beaucoup plus que les 7,5 % enregistrés pour l'ensemble du Canada.

Avec ce gain sur la très forte performance canadienne de l'an dernier cependant, « le nombre de mises en chantier est en voie d'atteindre son plus haut niveau des 17 dernières années, selon Bob Dugan, économiste en chef à la SCHL.

Cette progression s'explique à la fois par la faiblesse des taux hypothécaires et par le niveau élevé d'emploi.

DOSSIER JITEC

Benoit Laliberté poursuivi pour 1,8 million

« Complètement farfelu », réplique l'homme d'affaires

FRANCIS VAILLES

L'homme d'affaires Benoit Laliberté risque de devoir payer des amendes de 1,76 million de dollars pour ses agissements dans le dossier de Jitec.

L'Autorité des marchés financiers — le chien de garde des investisseurs boursiers — vient en effet d'intenter une poursuite pénale de 1,76 million de dollars contre le fondateur de cette firme informatique aujourd'hui disparue. Il s'agit des plus fortes amendes jamais imposées à un individu par l'organisme de réglementation, auparavant la Commission des valeurs mobilières du Québec (CVMQ).

Benoit Laliberté fait face à 48 chefs d'accusation pour avoir contrevenu à trois articles de la Loi sur les valeurs mobilières. L'accusation la plus importante porte sur de présumés délits d'initiés, c'est-à-dire sur des transactions boursières que M. Laliberté aurait commises alors qu'il disposait d'information privilégiée.

Jitec et Benoit Laliberté ont défrayé la chronique à la suite de présumées irrégularités boursières, à l'automne 2000. L'entreprise et son fondateur, de même que trois courtiers, font l'objet d'un recours collectif de la part d'ex-actionnaires, qui affirment avoir perdu des millions après que le titre de Jitec en Bourse eut été manipulé. En juillet 2003, M. Laliberté a par ailleurs été arrêté, puis libéré sous caution, parce qu'il ferait partie d'un réseau de prêt usuraire et de blanchiment d'argent.

En plus des accusations de délits d'initiés, l'Autorité des marchés financiers (AMF) accuse M. Laliberté d'avoir aidé Jitec à présenter des informations fausses ou trompeuses dans des communiqués de presse et d'avoir fait défaut de faire des déclarations d'initiés à l'organisme concernant ses transactions sur le titre de Jitec.

Benoit Laliberté n'est pas le seul à être accusé dans cette affaire. Deux représentants de l'ex-maison de courtage Leduc et associés font aus-



ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE

Benoit Laliberté (la photo a été prise en décembre 2000) fait face à 48 chefs d'accusation pour avoir contrevenu à trois articles de la Loi sur les valeurs mobilières. L'accusation la plus importante porte sur de présumés délits d'initiés.

si face à des amendes pour s'être porté garant, auprès d'investisseurs, du prix éventuel des titres de Jitec. Le premier, Martin Gendron, est poursuivi pour 40 000 \$ tandis que le second, Ali Reza Bassiri, pour 30 000 \$. Dans une autre affaire, Ali Reza Bassiri a été arrêté par la police en janvier dernier, à Montréal, en possession de 23 000 \$US d'argent contrefait.

« Complètement farfelu »

Joint au téléphone, Benoit Laliberté se dit innocent des accusations portées contre lui par l'AMF. « Je ne suis pas un ange, d'accord. J'ai fait confiance à des gens que je n'aurais pas dû. Mais je n'ai pas magouillé comme ils l'affirment », a dit M. Laliberté.

Selon l'homme d'affaires, « cette poursuite est un écran de fumée

complètement farfelu pour venir discréditer ma poursuite de 117 millions de dollars contre la CVMQ (maintenant l'AMF), intentée pour les erreurs qu'ils ont commises à mon égard ».

La poursuite de M. Laliberté contre la CVMQ a été déposée en novembre 2003 après qu'on eut appris qu'un des enquêteurs de l'organisme, Paul Trudeau, avait reçu un pot-de-vin de 1000 \$ de la part du financier Herbert Black, à la veille de Noël 2000. M. Black était l'un de ceux qui informait la CVMQ des présumées irrégularités boursières sur Jitec.

Pour éviter tout conflits d'intérêts, l'AMF a transféré le dossier de Jitec à deux avocats de firmes externes, en mars 2004. Sophie Bourque, de la firme Hébert, Bourque & Downs, et Marc-André Fabien, de Fasken Martineau, ont alors été mandatés pour évaluer le rapport d'enquête sur Jitec. C'est justement à la suite de leurs récentes recommandations que l'AMF a décidé de poursuivre Benoit Laliberté, Martin Gendron et Ali Reza Bassiri.

Un autre enquêteur congédié

Par ailleurs, à la fin septembre, un autre enquêteur de l'AMF a été congédié dans l'affaire Jitec, en la personne de Laurent Lemieux, parce qu'il aurait transmis de l'information au journaliste Pierre Tourangeau, de Radio-Canada. Cette information, que nous a communiquée Benoit Laliberté, a été confirmée par le porte-parole de l'AMF, Philippe Roy.

« Laurent Lemieux a été congédié parce qu'il était accusé de divulguer de l'information sur le dossier Jitec à un journaliste », a dit M. Roy, qui a admis par la suite qu'il s'agissait de Pierre Tourangeau. Joint par téléphone, Pierre Tourangeau a nié. « Ce n'est pas vrai que Laurent Lemieux m'a coulé de l'information », a-t-il dit, sans plus de commentaires. M. Lemieux travaillait pour le compte de la CVMQ depuis le 2 novembre 1987. Il a quitté l'AMF le 16 septembre.

NOMINATION



Marc Le Sieur, FICVM, Pl. Fin.

HAMPSON SECURITIES

Les associés de Valeurs Mobilières Hampton sont heureux d'annoncer la nomination de Marc Le Sieur à titre d'Associé et premier vice-président au sein du groupe clients particuliers, Administrateur agréé en planification financière, Planificateur financier, Gestionnaire de portefeuille, Fellow de l'Institut canadien des valeurs mobilières, et anciennement chez Conseils de placement TD Waterhouse. M. Le Sieur se joint à Valeurs Mobilières Hampton avec plus de quinze ans d'expérience en gestion du patrimoine particuliers.

Valeurs Mobilières Hampton est l'un des chefs de file parmi les courtiers en valeurs mobilières indépendants au Canada. La firme est détenue et dirigée en partenariat par des professionnels de l'industrie des valeurs mobilières qui se spécialisent dans la gestion du patrimoine des particuliers. Depuis sa création en 1997, la firme compte aujourd'hui plus de 30 associés et 45 collaborateurs, avec des bureaux à Montréal, Toronto, Boston, New York, San Diego et Hong Kong.

3262868

DÉCOUVREZ LA FAÇON HUMAINE DE VOYAGER



Utilisez votre cellulaire et votre portable à bord sans restriction, et gardez contact tout au long de votre voyage.

OFFRES EXCLUSIVES* disponibles en ligne à www.lafaconhumainedevoyager.ca

* Offres disponibles à compter du 10 octobre 2004. Visitez le site Web pour de plus amples renseignements.

™c Marque de commerce propriété de VIA Rail Canada inc.

3256708A

Desjardins
Valeurs mobilières

Membre FCPE



NOMINATION

Monsieur Bruno Desmarais, directeur régional pour l'Ouest du Québec chez Valeurs mobilières Desjardins (VMD) est heureux d'annoncer la nomination de Mme Kateri Roy à titre de conseillère en placement.

Mme Roy cumule plus de quinze années d'expérience auprès de plusieurs firmes de courtage reconnues où elle a œuvré à titre de conseillère en placement.

En plus d'avoir réussi le cours sur le commerce des valeurs mobilières au Canada, le cours relatif au Manuel des normes de conduite et le cours sur la planification financière de l'Institut canadien des valeurs mobilières, Mme Roy est titulaire d'un baccalauréat en économie à l'Université de Montréal.

Grâce à ses connaissances et à son expérience acquises sur les marchés financiers, Mme Roy représente un atout important pour l'équipe de VMD de Westmount.

Rappelons que Valeurs mobilières Desjardins est la maison de courtage du Mouvement Desjardins et qu'elle dispense des services à sa clientèle de particuliers, d'entreprises et d'institutions. VMD administre des biens de plus de quinze milliards de dollars, compte plus de mille employés, dont plus de 300 conseillers en placement à travers le Québec et l'Ontario.

Vous pouvez joindre Mme Kateri Roy à la succursale de Westmount de Valeurs mobilières Desjardins au numéro (514) 935-4694 ou sans frais au 1 866 935-2888.

www.vmd.ca

3263194A

LA PRESSE AFFAIRES

Martha Stewart se présente en prison et évite les caméras

THE NEW YORK TIMES

Martha Stewart a battu sur leur propre terrain les médias, qui la suivent à la trace, en annonçant hier elle-même qu'elle s'était présentée en prison en Virginie-occidentale.

« Lorsque vous lirez ceci, je me serai présentée à la prison à sécurité minimale d'Alderson, en Virginie-occidentale, pour commencer à purger ma peine de cinq mois », a indiqué M^{me} Stewart sur son site Web, marthataalks.com, même si l'essai habituel de camions surmontés d'antennes satellites, de cameramen et de reporters avides de diffusion en direct s'étaient rassemblés avant l'aube dans l'espoir de capturer le moment où M^{me} Stewart se glisserait derrière les barreaux.

Martha Stewart, la femme qui a fait fortune en conseillant aux autres d'imiter son style de vie, et dont tous les mouvements ont été épiés depuis qu'elle a été reconnue coupable en mars dernier d'avoir menti à propos d'une vente d'actions, a réussi en quelque sorte à entamer un nouvel épisode de sa vie en semant les témoins.

M^{me} Stewart sera maintenant connue comme étant la prisonnière N° 55170-054, selon le Federal Bureau of Prisons, qui a confirmé son arrivée à la prison hier.

La détenue de 63 ans a été reconnue coupable de complot, de fausse déclaration et d'entrave à la justice à la suite de la vente, le 27 décembre 2001, d'actions de la compagnie de biotechnologie ImClone Systems Inc.

Elle a été condamnée à cinq mois d'emprisonnement à la prison fédérale pour femmes d'Alderson, en Virginie-Occidentale, un établissement que les gens du lieu surnomment « Camp Cupcake » (littéralement *Camp petit gâteau*). Elle a fait



PHOTO BOB BIRD, BLOOMBERG NEWS ©

L'essai habituel de camions surmontés d'antennes satellite, de cameramen et de reporters avides de diffusion en direct s'étaient rassemblés avant l'aube dans l'espoir de capturer le moment où Martha Stewart se glisserait derrière les barreaux... en vain.

appel de sa condamnation, mais elle a décidé de commencer à purger sa peine même si le processus d'appel a été enclenché.

« Tel que je l'ai annoncé en septembre, bien que mes avocats demeurent très confiants en la force de mon appel, qu'ils vont poursuivre en mon nom, j'ai décidé de purger ma peine maintenant parce que je veux mettre fin à ce cauchemar le plus rapidement possible pour le bien de ma famille et de ma compagnie », soulignait le message de M^{me} Stewart sur son site Web.

La petite ville d'Alderson a été envahie par des camions de médias et de reporters qui attendaient M^{me} Stewart, qui avait jusqu'à 14 h hier pour se présenter à la prison. Mais ils n'ont pas réussi à obtenir la séance photo dont ils rêvaient.

Deborah Feyerick, de CNN, raconte : « Vers 5 h 15 ce matin (hier), on

sentait beaucoup d'impatience sur le trajet qu'elle devait emprunter. Il y avait des agents de la sûreté de l'État rangés en différents endroits sur la route pour s'assurer que personne ne vienne nuire à son accès à la prison. Une source nous a indiqué plus tôt qu'on lui avait vraiment conseillé d'arriver avant 14 h pour causer le moins de perturbation possible dans la prison. Mais lorsqu'elle est arrivée, et c'est un détail très intéressant, il y avait des dizaines de photographes alignés le long de la route, tous mitraillant chaque voiture qui arrivait, s'attendant à ce que dans l'une d'elles se trouverait Martha Stewart. Et même si tout le monde prenait des tas de photos, elle a réussi à faire son arrivée sans que quiconque puisse prendre une photo nette. Et puis, tout le monde s'est précipité pour vérifier les enregistrements vidéo

pour voir si en fait il s'y trouvait une quelconque image d'elle dans ce qui, croyons-nous, était une camionnette beige. »

La compagnie de M^{me} Stewart, Martha Stewart Living Omnimedia, continuera ses activités durant son absence, mais les dirigeants de la compagnie ont indiqué clairement qu'elle jouera un rôle important à son retour.

Ainsi, le mois dernier, les responsables de la compagnie ont fait savoir que M^{me} Stewart sera la vedette d'une émission de télé-réalité aux heures de grande écoute produite par Mark Burnett, le créateur de *Survivor*. Une fois qu'elle aura quitté la prison, selon le contrat qu'elle a signé, sa compagnie lui versera au moins 900 000 \$ US par année et elle portera les titres de fondatrice, directrice en chef de la rédaction et directrice des médias.

Dans un communiqué, la compagnie se dit « reconnaissante pour la fin d'un chapitre que la décision de Martha de purger sa peine fournit à la compagnie ».

M^{me} Stewart a toujours connu du succès en tenant pour acquis le bon goût et les manières civilisées de son public. Et comme pour continuer à nourrir ces sentiments dans l'avis publié sur son site Web, peut-être le dernier pour un certain temps, elle indique d'un ton apaisant à ses lecteurs qu'ils n'ont pas fini d'entendre parler d'elle.

« Pendant que je serai partie, mes mises à jour seront moins fréquentes, et peut-être absolument impossibles à faire, écrit-elle. Mais sachez que ce changement n'est qu'un reflet malheureux de ma condition actuelle et qu'elle ne diminue en rien mon engagement envers le travail de ma vie ou envers mes amis, collègues, clients et supporteurs qui le rendent possible. »

EN BREF

Amende de 2 millions à UBS Securities

UBS Securities Canada, la filiale canadienne de la firme de courtage suisse qui est l'une des plus actives sur le parquet de la Bourse de Toronto, se voit imposer une amende de 2 millions de dollars pour avoir gonflé le volume des transactions déclarées et avoir omis de superviser adéquatement ses opérations. L'amende est la plus importante jamais imposée dans une cause semblable au Canada. L'amende issue d'une entente avec l'intimée a été approuvée hier par un comité des Services de réglementation du marché (SRM), une agence indépendante de réglementation pour les marchés des titres de participation canadiens. En plus de l'amende de 2 millions, UBS devra rembourser à Services de réglementation du marché les coûts liés à l'enquête. Aucun employé ou représentant de UBS n'a été pénalisé directement. Les clients de UBS n'ont pas souffert des pratiques douteuses de la firme, a indiqué Maureen Jensen, une vice-présidente au sein de l'agence de réglementation, « mais UBS Securities Canada n'a pas tenu compte de nos avertissements ». « La pratique de la saisie en double nuit à l'intégrité du marché en gonflant artificiellement les volumes de transactions dans le marché, et est en contravention des Règles universelles d'intégrité du marché (RUIM) », a précisé Services de réglementation du marché dans un communiqué. Presse Canadienne

La confiance des Américains tombe

Un sondage suggère que la confiance des consommateurs américains est tombée à son plus bas niveau depuis le milieu de l'été. Les inquiétudes sont grandes à propos du prix de l'énergie, et l'incertitude face au marché de l'emploi est réelle, ce qui cause de l'anxiété lorsque vient le temps de faire des achats importants. L'indice AP-Ipsos de la confiance des consommateurs a baissé en septembre à 97,4, comparativement 103,4 en août. Il s'agit de la dernière mesure de l'attitude des consommateurs au cours des dernières semaines démontrant un malaise envers l'économie. Le point de référence de l'indice se situe à 100, chiffre récolté en janvier 2002, au moment où l'indice a été créé par Ipsos. Associated Press

Une poursuite au civil contre Conrad Black rejetée

Une poursuite au montant de 1,25 milliard de dollars américains intentée par Hollinger International contre Conrad Black et d'autres anciens dirigeants de la compagnie a été rejetée hier par une juge fédérale américaine. Celle-ci a tout de même laissé la porte ouverte à certaines réclamations pouvant être faites sous d'autres motifs et les deux parties dans la bataille ont plus tard indiqué leur intention de poursuivre le combat. Hollinger International avait accusé M. Black, qui était PDG de la compagnie jusqu'à son renvoi en novembre dernier, et d'autres cadres supérieurs de s'être approprié de manière frauduleuse environ 400 millions US sur plusieurs années. La compagnie de Chicago avait fait valoir que ces actions avaient violé la loi américaine sur les pratiques frauduleuses. En vertu de cette loi, les dommages-intérêts sont triplés et ils auraient atteint 1,25 milliard US. D'après AP

100 PROSPECTS GRATUITS !

TROUVEZ DE NOUVEAUX CLIENTS ET AUGMENTEZ VOS VENTES !

Rejoignez votre public cible en utilisant les listes de prospects et les listes d'adresses d'InfoCanada. Vous avez le choix parmi 1,3 million d'entreprises et 12 millions de résidents canadiens.

Si vous vendez aux entreprises, sélectionnez : le nom de l'entreprise, le secteur d'activité, le classement dans les Pages Jaunes, le nom de la personne-ressource ou autre.

Si vous vendez aux particuliers, sélectionnez : le nom, l'adresse, l'âge, le revenu familial estimé ou autre.

Nous vous donnons

100 PROSPECTS GRATUITS pour démarrer !

Aussi disponible :

266 000 entreprises du Québec

L'annuaire des Ventes et Marketing Business to Business du Québec

Accédez au meilleur outil de ventes, de marketing et de crédit jamais développé au Québec! Choisissez : un accès rapide à 266 000 entreprises du Québec ou les 1,3 million d'entreprises canadiennes. Voici l'outil parfait pour développer de nouveaux prospects, des envois directs, de la recherche de marchés, le profil d'entreprises, le télémarketing, l'affectation par territoire et plus encore !

POUR RECEVOIR 100 PROSPECTS GRATUITS, APPELEZ AU 1 800 279-4140 ou visitez notre site : www.infocanada.ca Télécopieur : (450) 973-1133

2525, boul. Daniel-Johnson, bureau 150 Laval QC H7T 1S9

infoCANADA

L'emploi déçoit encore

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON – Le marché du travail a déçu en septembre aux États-Unis avec 96 000 créations d'emplois seulement, trahissant un manque de ressort embarrassant pour le président George W. Bush à moins d'un mois de l'élection présidentielle.

Les chiffres publiés hier par le département du Travail ont déçu les analystes qui tablaient sur 150 000 créations d'emplois. En revanche, le taux de chômage, qui est resté stable à 5,4 % de la population active, est conforme à leurs prévisions.

Ce rapport sur l'emploi est le dernier publié avant l'élection présidentielle du 2 novembre. Le marché du travail reste un sujet brûlant dans la campagne, car il y a aujourd'hui un déficit d'un peu plus de 800 000 emplois par rapport au moment où le président Bush est entré en fonction. « Ce sont vraiment des chiffres décevants », a commenté Sal Guatieri, de BMO Financial Group.

« La croissance de l'emploi a beaucoup ralenti au cours des trois derniers mois », a-t-il relevé, en jugeant souhaitable d'avoir « des chiffres plus forts qui doperaient la confiance et retireraient un élément de risque pesant sur l'expansion ».

Le ministère du travail a revu à la baisse les chiffres du mois d'août pour faire apparaître 128 000 créations de postes seulement comparativement à 144 000 annoncées dans un premier temps. Celles de juillet, en revanche, ont été réévaluées à 85 000 comparativement à 73 000.

Ces chiffres sont « médiocres », a relevé l'économiste indépendant Joel Naroff, pour qui « il

n'y a pas beaucoup de force » sur le marché du travail.

Les experts considèrent les chiffres des créations d'emplois comme plus significatifs de la santé de l'économie américaine que l'évolution du taux de chômage.

Toutefois, une moyenne de 150 000 emplois nouveaux sur un mois suffit tout juste à absorber l'augmentation de la population active, selon les analystes qui estiment qu'il faudrait au moins 200 000 emplois nouveaux mensuels pour consolider la reprise de l'économie américaine.

« Depuis août 2003, l'économie américaine a créé 1,8 million d'emplois », dont la moitié entre mars et mai de cette année, a souligné Kathleen Utgoff, commissaire du département du Travail.

La responsable a par ailleurs estimé que les traditionnelles révisions annuelles faites à l'automne feraient vraisemblablement apparaître 236 000 emplois de plus pour le mois de mars 2004. Cette révision de 0,2 % devrait apporter de l'eau au moulin de George W. Bush même si, selon M^{me} Utgoff, « c'est un peu au-dessous de la moyenne des révisions faites au cours des 10 dernières années ».

Les chiffres de l'emploi sont également suivis de près par la Réserve fédérale (Fed) qui a commencé à relever ses taux en juin et compte continuer à resserrer progressivement sa politique monétaire pour accompagner la reprise.

Les États-Unis comptaient en septembre 8 millions de chômeurs en données corrigées des variations saisonnières.

Les salaires horaires ont augmenté de 3 cents US, à 15,78 \$ US.

POUR FAIRE VIVRE UNE IDÉE BRILLANTE, IL FAUT AVOIR UNE BONNE IDÉE DU FINANCEMENT.

Vous avez des projets en tête et les yeux tournés vers l'avenir?
 Nous sommes des experts en financement ayant à cœur l'expansion de votre entreprise. Nous pouvons vous proposer des solutions personnalisées, complémentaires à celles des institutions financières. Croissance, exportation ou développement technologique... quel que soit votre projet, prenez d'abord contact avec nous.

Investissement Québec vous accompagne jusqu'au bout de vos idées.

1 866 870-0437 | www.investquebec.com



Forte création d'emplois en septembre au Canada et au Québec

RUDY LE COURS

Grâce à un apport précieux du secteur public dans l'ensemble du Canada, mais pas au Québec, l'économie a généré 43 200 emplois en septembre, tous à temps plein, soit plus du double de ce à quoi les experts s'attendaient. Le taux de chômage a reculé d'un cran (0,1%) pour s'établir à 7,1%, son niveau le plus faible depuis l'été 2001, a fait savoir hier Statistique Canada.

Au Québec, il s'est créé 15 500 emplois, tous à temps plein aussi et dans le secteur manufacturier surtout par surcroît. Cela n'a pas suffi à combler l'augmentation de 30 600 personnes de la population active, c'est-à-dire celle détenant ou cherchant activement un emploi. Résultat, le taux de chômage a progressé de 0,3% pour se fixer à 8,3%.

En examinant de plus près les chiffres, on constate que 71 800

emplois à temps plein se sont ajoutés au Canada, remplaçant amplement 28 600 emplois à temps partiel. « C'est le meilleur résultat depuis septembre 1999 », note Marc Pinsonneault, économiste principal à la Financière Banque Nationale. Au Québec, on a assisté au même phénomène : 27 000 emplois à temps plein s'étant substitué à 11 400 à temps partiel.

Depuis le début de l'année, 229 300 emplois à temps plein en ont remplacé 73 500 à temps partiel dans l'ensemble du pays, portant la création nette à 155 700.

Du nombre, le Québec a plus que sa part avec la création nette de 50 600 emplois, tous à temps plein ici aussi.

Dans ces circonstances, on ne sera guère étonné, comme le souligne l'agence fédérale, que le nombre d'heures travaillées progresse depuis le début de l'année deux fois plus vite que l'emploi,

ce qui est un signe que l'économie fonctionne très près de sa pleine capacité.

Le marché du travail reste très sain dans son ensemble, compte tenu du taux d'emploi très élevé qui flirte avec son sommet historique. On entend par taux d'emploi le nombre de personnes détenant un emploi parmi les gens âgés de 15 et plus alors que le taux de chômage mesure la proportion de ceux qui n'en ont pas, mais qui en cherche un activement.

S'il est vrai que le taux de chômage canadien s'élevait à seulement 6,6% en mars 1976, le taux d'emploi atteignait seulement 57,3% à l'époque. En septembre, le ratio nombre d'emplois/population de 15 ans et plus était 62,6%, un cran seulement sous son sommet historique de décembre 2003.

Au Canada dans son ensemble, le secteur public contribue beaucoup à donner du travail. Pour le

seul mois de septembre, son apport s'élève à 36 300. Depuis le début de l'année, le nombre grimpe 59 600.

Au Québec, c'est une autre histoire avec un recul net de 6300 depuis janvier. « Nous vivons vraiment dans une société distincte, ironise Joëlle Noreau, économiste au Mouvement Desjardins. Il semble que les engagements du gouvernement à ne pas augmenter la Fonction publique soient tenus plus fermement qu'ailleurs. »

Alors que le lobby des Manufacturiers et exportateurs du Québec déplore les effets néfastes de la forte appréciation du huard sur les affaires de ses membres, le secteur de la fabrication a ajouté à lui seul 22 400 emplois en septembre, selon l'Enquête sur la population active.

La construction, en revanche, en a retranché 16 300, effaçant d'un seul coup tous ses gains de l'année. Ce n'est pas au recul minime

du nombre de mises en chantier dans le secteur résidentiel qu'il faut attribuer la baisse, mais plutôt à la fin des travaux sur de gros chantiers industriels tels que l'aluminerie Alouette à Sept-Îles, la raffinerie Ultramar à Saint-Romald ainsi que les usines de papier Abitibi-Consol à Alma et Kruger à Trois-Rivières, précise M^{me} Noreau.

En outre, le programme de développement des travaux d'infrastructures lancé par Pauline Marois dans la foulée du 11 septembre 2001 tire à sa fin.

« En résumé, l'économie produit des emplois à un rythme respectable, bien que non impressionnant, résume Derek Burleton, économiste principal au groupe financier Banque TD. Il n'y a rien dans les chiffres sur l'emploi en septembre susceptible de modifier l'intention de majorer son taux directeur de 25 points le 19 octobre. » Il passerait ainsi de 2,25% à 2,50%.

Ottawa accélère la mise en place d'une stratégie aéronautique

MARIE TISON

Ottawa met les bouchées doubles pour mettre en place une stratégie nationale sur l'aéronautique qui pourrait venir en aide à Bombardier et à l'ensemble de l'industrie aéronautique canadienne.

Le ministre de l'Industrie, David Emerson, a indiqué hier qu'il avait rencontré des représentants de l'industrie aéronautique canadienne et des chefs syndicaux à ce sujet et qu'il poursuivait des discussions avec les gouvernements provinciaux.

« Nous accélérons la mise en place d'une stratégie nationale sur l'aéronautique qui traiterait des besoins de Bombardier, mais qui s'étendrait aussi à l'ensemble de l'industrie aéronautique du pays », a-t-il déclaré à la Chambre des communes, en réponse à une question du député bloquiste de Montmagny-L'Islet, Paul Crête.

Il y a un peu plus d'une semaine, le ministre fédéral du Commerce extérieur, James Peterson, a fait savoir que le gouvernement fédéral devrait déposer une stratégie sur l'aéronautique dès cet automne.

Une telle stratégie a été réclamée à grands cris par Bombardier, par le milieu d'affaires montréalais, par les syndicats et par toute l'industrie aéronautique québécoise, notamment parce qu'elle pourrait favoriser l'implantation au Québec de l'assemblage final de la nouvelle famille d'appareils de 100 à 135 places de Bombardier, la Série C.

L'avionneur montréalais a annoncé jeudi 1340 mises à pied dans ses usines de la région de Montréal en raison de la réduction de la cadence de production de son biréacteur régional à 50 places, le CRJ200. Cette annonce impose une nouvelle urgence à la question

d'une stratégie nationale.

En Chambre, le premier ministre Paul Martin a reconnu hier l'importance de l'industrie aéronautique

En Chambre, le premier ministre Paul Martin a reconnu hier l'importance de l'industrie aéronautique pour l'ensemble de l'économie canadienne.

que pour l'ensemble de l'économie canadienne.

« Le Canada a énormément de succès et il est de notre intention de maintenir ce niveau de succès », a-t-il déclaré en réponse à une question du chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe.

La politique nationale que réclame Bombardier et l'industrie aéronautique québécoise devrait comprendre des mesures d'aide à la recherche et développement de nouveaux produits, notamment des programmes de partage de risques et de bénéfices comme Partenariat technologique Canada. La politique devrait également comprendre des programmes favorisant la fabrication des produits et une aide au financement des ventes à l'étranger.

Le ministre Peterson a indiqué hier que le gouvernement fédéral avait appuyé l'industrie aéronautique canadienne au niveau de ses exportations et de ses ventes justement parce qu'il reconnaissait l'importance de cette industrie.

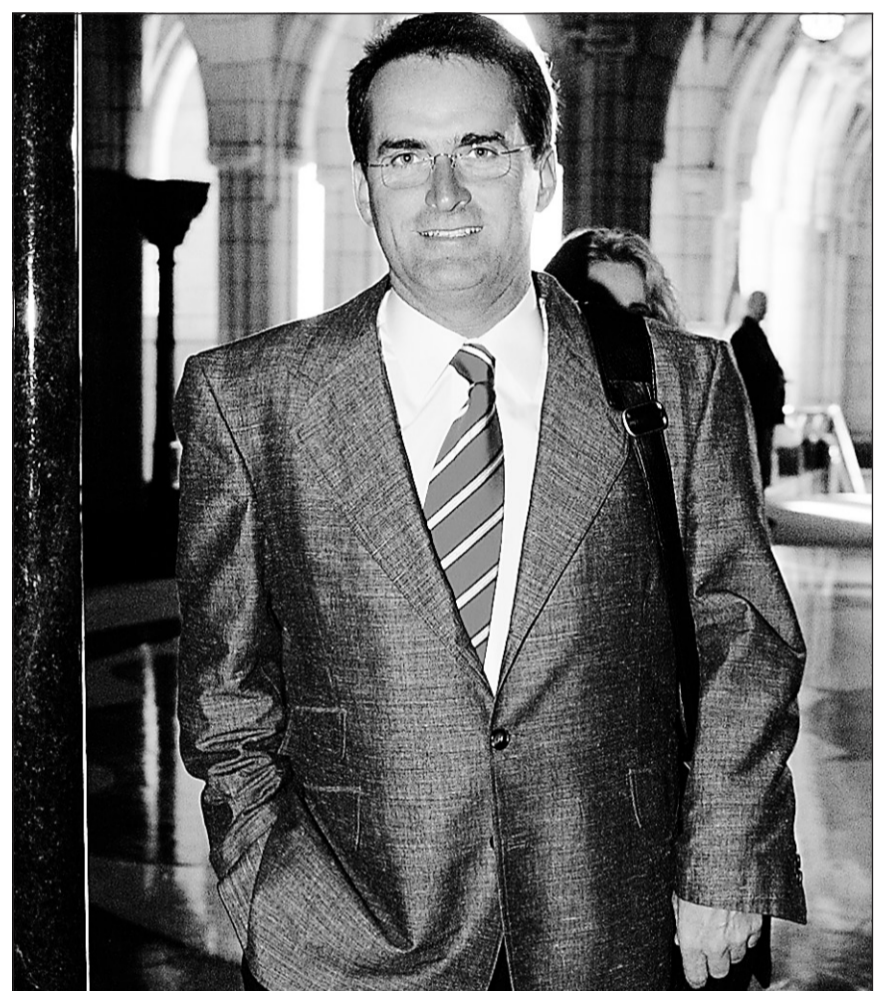
« Nous allons continuer à travailler avec cette industrie clé pour le Canada », a-t-il déclaré sans plus de détail.

Pour sa part, le ministre Emerson a affirmé qu'Ottawa était à réviser le programme Partenariat économique Canada.

« Nous allons nous assurer que les programmes qui sont nécessaires pour créer une industrie aéronautique concurrentielle soient en place », a-t-il indiqué.

Par ailleurs, le ministre des Transports, Jean Lapierre, a affirmé aux médias hier que Bombardier n'avait pas encore demandé d'aide pour la mise au point de sa nouvelle famille d'appareils. Il a déclaré que le gouvernement fédéral avait eu des rencontres préliminaires avec les gens de Bombardier et qu'il serait prêt lorsque l'avionneur déposerait ses demandes.

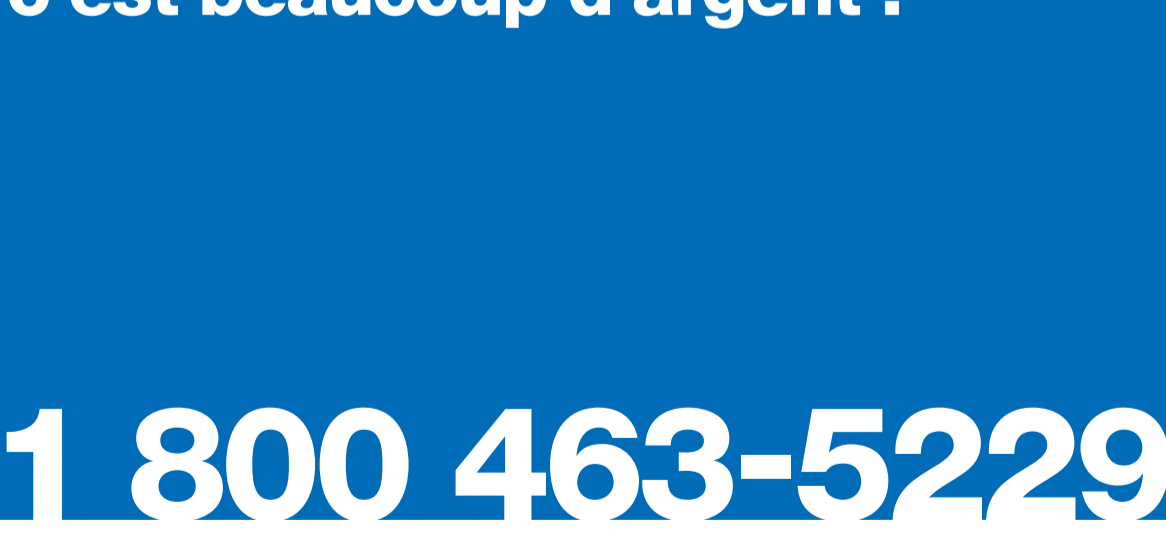
Avec Bloomberg



Jean Lapierre, ministre des Transports.

PHOTO JONATHAN HAYWARD, CP ©

Le temps c'est beaucoup d'argent :



Les **Obligations à taux progressif** : Plus vous les conservez longtemps, plus c'est payant. Encaissables une fois l'an. Capital garanti. Que du positif.

BONI DE 1%
la première année pour les nouveaux fonds REER.

www.epq.gouv.qc.ca

Téléphonez-nous du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h, ou passez nous voir au 2000, av. McGill College, du lundi au vendredi, de 8 h à 17 h.

Nous serons également ouverts les samedis d'octobre et de novembre, de 10 h à 16 h.

Épargne Placements Québec

Un club de golf privé, pourquoi pas ?

Que vous soyez un golfeur aguerri ou un débutant, passez nous voir.

Vous découvrirez un célèbre club privé reconnu pour la qualité de son terrain, sa fine cuisine et son service dignes de la meilleure tradition du club loisirs familial.

Vous voulez essayer le parcours ?

Contactez-nous

Le club de golf Green Valley
Un plaisir à découvrir
À seulement 15 minutes de Laval - Autoroute 15 Nord, sortie 23

Pour plus d'information, communiquer avec Sylvie Chevarie, Directrice générale au (450) 476-1922

Rabais de 1000\$

sur une adhésion régulière pour la saison 2005

Jusqu'au 31 oct. 2004

Abonnement à partir de 2 700 \$

Aucuns droits d'inscription

Adhésions offertes aux entreprises

325686A

3256827

LA PRESSE AFFAIRES

L'entrevue du samedi Jacques Gauthier, de Kruger, Groupe Énergie

Le *kid* des acquisitions



STÉPHANE PAQUET

Il y a un an, il quittait Boralex et la famille Lemaire. La rumeur a voulu que son ami Jean Charest l'envoie diriger la SGF, mais Jacques Gauthier a plutôt abouti chez Kruger où il fait ce qu'il aime : des acquisitions.

Jacques Gauthier m'avait prévenu : Kruger est situé à l'autre bout du monde. Même le chauffeur de taxi n'avait aucune idée où se trouvait la rue Bedford, perdue dans les résidences de Côte-des-Neiges.

Le siège social de l'entreprise, propriété de Joseph Kruger, n'a décidément rien de *glamour*. Il y a bien quelques peintures dans le hall d'entrée, dont une magnifique de Saint-Gilles, mais c'est tout. Au deuxième, on a l'impression que le décor est demeuré inchangé depuis les années 60.

L'image détonne avec celle de l'ancien patron de Boralex, lui qui aimait les bons restos et les belles voitures. « L'important, c'est pas ça », dit Jacques Gauthier en faisant visiter les lieux.

Il faut dire que l'homme a changé sa vitesse de croisière depuis ce printemps. « Quand je suis arrivé ici, je me disais, bon, il faut faire des *deals*. Il faut que je sorte ma machine à *deals*. » À 42 ans, Jacques Gauthier a été embauché pour ça, faire des *deals*, des acquisitions.

Kruger, la centenaire, veut réduire sa dépendance au secteur du bois et des papiers en acquérant des actifs dans le secteur énergétique.

Combien en a-t-il derrière la cravate, de ces acquisitions faites pour le compte de Boralex, de la famille Lemaire ? Il ne le sait pas. Pas compté. « J'ai sûrement dû être actif sur une trentaine d'acquisitions au moins. » Donc, à peu près deux par année pendant les 17 ans passés avec les Lemaire.

Mais celle dont il est le plus fier est la prise de contrôle inversée qui a mené à la création de Boralex, au milieu des années 90. En face de lui, Yvon Renaud, l'ancien patron de Boralex et « un gars qui a écrit des volumes de droit qu'on utilisait lorsque j'étais à l'université ».

Un défi pour celui qui n'hésite pas à dire qu'il faut « créer un climat de zizanie » quand on veut mettre la main sur des actifs convoités.

« Il faut s'assurer de pouvoir inventer une histoire qui veut que l'actif ne vaut rien, parce que tu ne veux pas le payer trop cher. Évidemment, il faut démontrer que le marché dans lequel l'actif se retrouve est pourri. C'est aussi de démontrer — comme dans la production d'électricité — que l'actif est désuet, que le marché de vente est en perte de vitesse. »

Voilà pour le cours d'acquisition 101 !

100 ANS DE KRUGER

Fondation :	1904
Siège social :	Montréal
Employés :	10 500
Chiffre d'affaires :	environ 3 milliards
Secteurs d'activités :	Papiers pour publications, Papier Scott, Forêts, Cartonnage et Énergie.

La séparation de 2003

En 2002, après 16 ans avec les frères Lemaire, Jacques Gauthier commence à se rendre compte que la relation n'est plus ce qu'elle était. « Il y avait des réflexions qui circulaient sur la façon dont on gérait, dont on menait notre groupe (Boralex) qui n'était pas toujours bien acceptée par la maison mère (Cascades). Je sentais de plus en plus qu'il y avait... pas du mécontentement... le bon terme, ce serait peut-être certaines manières différentes de voir les choses. »

Il quitte donc Boralex en septembre 2003 en se promettant de réfléchir à ce qu'il a envie de faire. Jusqu'au matin où il lit dans *La Presse* qu'il s'en va prendre la direction de la Société générale de financement. Jacques Gauthier ne la trouve pas drôle.

Oui, dit-il aujourd'hui, il y a eu « des réflexions et des discussions là-dessus ». Mais « ces articles-là dans le journal puis ces grandes déclarations-là, ça n'a pas fait mon affaire *point*. Ça me nuisait, j'étais là, sans emploi. J'avais déjà eu des sollicitations d'entreprises puis je leur disais que je réfléchissais... Évidemment, les entreprises qui m'avaient sollicité ne m'ont pas trouvé sérieux. »

Bref, si Jean Charest voulait l'avoir, son bureau n'avait qu'à contrôler les fuites d'information.

Et si son ami Jean revenait à la charge aujourd'hui ? « J'ai un emploi, je suis bien ici », dit-il, mal à l'aise de s'étendre trop longuement sur le sujet.

Il semble effectivement heureux dans ses fonctions d'acquéreur de centrales électriques pour Kruger, une société privée. « Quand tu es dans une entreprise publique, comme *CEO*, tu te bas avec les résultats tous les matins pour des analystes, pour des banquiers, pour des financiers. Tu passes ton temps à l'acharner à vendre l'organisation à court terme. Ça, moi, ça m'agace. J'étais rendu épuisé de ça. J'étais rendu tellement écoeuré de réfléchir à court terme tout le temps », dit-il aujourd'hui, joignant sa voix à de nombreux dirigeants qui n'en peuvent plus de cette façon de faire.

Tyrannie des marchés ? « Tu me suggères des mots auxquels j'adhère. Le marché veut des résultats im-



médiats. Pour monter une business, c'est bien de valeur, mais il faut que tu réfléchisses à long terme. »

Ces deniers temps, il essaie aussi une nouveauté qui peut paraître évidente pour d'autres : avoir du plaisir avec des amis. « J'ai toujours eu beaucoup de connaissances, mais je n'ai jamais mis beaucoup de temps à développer des relations d'amitié, avoue-t-il candidement. Maintenant, je vais prendre du temps pour aller *luncher avec un ami*. »

Les analystes financiers ne l'attendent plus en début d'après-midi...

Une première acquisition chez Kruger

Ce n'est pas annoncé, mais le groupe Kruger, par l'intermédiaire des divisions, vient de faire sa première acquisition dans le secteur énergétique depuis que Jacques Gauthier en est devenu le chef de l'exploitation du Groupe Énergie.

Il s'agit de six centrales hydroélectriques : une en Virginie et les cinq autres dans l'État de New York. Ensemble, elles produisent une quinzaine de mégawatts. « À moyen terme, il y au-

ra possibilité d'augmenter la puissance », souligne M. Gauthier qui examine déjà « plusieurs autres opportunités » dans le Nord-Est américain.

Avec une usine de cogénération à Bromptonville et des projets d'éoliennes à Terre-Neuve et en Ontario, on croirait assister à la naissance d'une deuxième Boralex. Jacques Gauthier, lui, aime mieux parler d'un premier Kruger, Groupe Énergie.

La SGF entend investir dans la biotechnologie

DENIS ARCAND

La « période de transition » est terminée à la Société générale de financement, qui entend concentrer une grande partie de ses investissements dans l'appui d'un nombre restreint de « champions » nationaux dans des secteurs choisis de la biotechnologie.

C'est ce qu'a annoncé André Archimbault, le nouveau vice-président du secteur santé à la SGF, lors de sa première apparition publique dans ses nouvelles fonctions, lors du congrès Biocontact, qui s'est terminé hier à Québec. Pour la plupart des gens d'affaires de ce secteur, c'était la première occasion de voir M. Archimbault, nommé le 7 juin dernier.

La stratégie de la SGF ne sera pas détaillée avant la publication de son plan quinquennal. Mais durant son allocution, M. Archimbault est plusieurs fois revenu sur la nécessité de favoriser la constitution de « champions », c'est-à-dire quelques firmes individuel-

les de forte taille, que la SGF se dit prête à financer avec « de gros montants », comme partenaire minoritaire (jusqu'à 30 %) d'un investisseur le plus souvent étranger.

La limite minimum pour ces investissements stratégiques avait d'abord été fixée à 20 millions, mais après consultation, on a réduit ce plancher à 10 millions.

Le concept de « champion national » — très prisé en France, où M. Archimbault est né et a commencé en affaires — implique un appui à certaines firmes dans des secteurs stratégiques où le Québec a déjà une masse critique. On évite le saupoudrage et on cible des domaines où le Québec est présent.

En fait, la présentation de M. Archimbault, martelée sur un ton très affirmé, semblait surtout destinée à envoyer le message que la SGF est de retour, après plus d'un an de flou. En mai 2003, le gouvernement libéral nouvellement élu avait sabré dans la « Super-

SGF » que le gouvernement péquiste avait assemblée.

Pour bien souligner le message, le président de la SGF, Henri A. Roy, a accompagné M. Archimbault.

« On est contents d'être de retour. On est prêts à appuyer tout bon projet au Québec », a dit M. Roy.

Au sein de la division santé en particulier, M. Archimbault favorisera des investissements conjoints dans quatre secteurs : cancer, endocrinologie, maladies cardiovasculaires et maladies infectieuses. Les firmes de peptides et de protéines, entre autres, seront visées.

M. Archimbault s'est fait demander par un membre de l'auditoire ce qu'il pensait de la situation chez DSM Biologics, un investissement majeur de la SGF, qui vient de mettre à pied 70 employés et dont l'avenir est incertain.

« Je ne ferai pas de commentaires sur le plan d'affaires de compagnies spécifiques de notre portefeuille », a dit M. Archimbault.



Henri A. Roy, président de la Société générale de financement.



Un cahier spécial **RÉUNIONS & CONGRÈS** à ne pas manquer
mercredi 13 octobre dans

LA PRESSE

Le Journal DaimlerChrysler

chrysler.ca

Financement offert
exclusivement par
Services financiers Chrysler



La demande pour les Chrysler 300 est aussi impressionnante que la voiture elle-même.

ACHETEZ LA 300 À PARTIR DE
29 995 \$^Δ

- Moteur V6 de 3,5 L, 24 soupapes, à haut rendement de 250 ch
- Propulsion avec système électronique d'antidérapage (ESP), contrôle de la traction, antiblocage et assistance au freinage
- Fabriquée au Canada



Chrysler 300C 2005

CHRYSLER 300 2005

TOTALEMENT NOUVELLE
D'UN PARE-CHOC À L'AUTRE

Construites exclusivement dans une usine canadienne, la Chrysler 300 et la Chrysler 300C sont devenues si populaires que les dirigeants de l'entreprise envisagent d'implanter un troisième quart de travail à leur usine de montage. Élu

meilleure nouvelle berline en Amérique par les lecteurs du magazine *Auto Week* publié aux États-Unis ainsi que Voiture de l'année par le *Guide de l'automobile 2005* publié au Québec, la 300C est convoitée autant par les retraités quittant le froid hivernal pour retrouver la chaleur du Sud que par les stars du hip hop à Los Angeles désirant cette berline dans leurs vidéoclips.

La légende de la 300 a commencé en 1955 avec la création des premières célèbres voitures « Letter Series » 300 qui combinaient déjà la puissance d'un moteur HEMI au luxe distinctif de Chrysler. Aujourd'hui, la Chrysler 300 est le fier successeur de ces voitures légendaires et elle maintient toujours un niveau de performance sans précédent, des agréments sophistiqués et une propulsion

à la fine pointe de la technologie. La toute nouvelle Chrysler 300 a le style audacieux et les proportions idéales pour devenir un classique. Les modèles 300, Touring et Limited, sont équipés d'un moteur V6 de série de 3,5 litres produisant 250 ch et 250 lb-pi de couple, remarquable tant pour sa performance que pour sa consommation. Le moteur V6 est combiné à une transmission

automatique à quatre vitesses aux réactions vives. La Chrysler 300C, de son côté, possède une transmission automatique à 5 vitesses à sélecteur Auto/StickSM jumelée à un moteur V8 de série HEMI de 5,7 L à cylindrée variable, qui a de quoi impressionner avec ses 340 chevaux. Et cela, les consommateurs l'ont bien compris. La demande pour les modèles

LX – les berlines 300 et 300C ainsi que la Dodge Magnum – dépasse l'offre de plus de 30 pour cent selon Dieter Zetsche, PDG du groupe Chrysler. « Si nous les fabriquons, les gens viendront », nous a affirmé tout sourire un employé de l'usine.

Visitez chrysler.ca
pour plus de détails



LE CABRIOLET
PT CRUISER

« IL S'AGIT D'UN DES CABRIOLETS LES MIEUX
CONÇUS, TOUTES CATÉGORIES CONFONDUES. »
DENIS DUQUET – LE GUIDE DE L'AUTO

ACHETEZ À PARTIR DE
25 699 \$^Δ

OU LOUEZ À PARTIR DE
299 \$[†] par mois.
Location de 39 mois.
Comptant initial de 3 050\$
ou échange équivalent. Option 0\$ comptant également disponible. 0\$ dépôt de sécurité.

- Moteur 2,4 L à DACT, 16 soupapes IMS
- Transmission manuelle à 5 vitesses
- Régulateur de vitesse
- Radio AM/FM avec lecteur de CD
- Climatiseur
- Phares antibrouillards
- Dégivreur de lunette
- Télédévrouillage
- Lève-glaces, rétroviseurs et verrouillage à commande électrique
- Roues de 16 po en aluminium
- Alarme antivol
- Antidémarrage Sentry KeySM

ÉLUE COMME LE « MEILLEUR NOUVEAU DESIGN DE 2004 ». LES CRITIQUES
APPLAUDISSENT LA VENUE DE LA NOUVELLE CROSSFIRE ROADSTER.



Chrysler Crossfire 2004

ACHETEZ À PARTIR DE
39 999 \$^Δ

OU LOUEZ À PARTIR DE
419 \$[†] par mois.
Location de 39 mois.
Comptant initial de 4 528\$
ou échange équivalent. Option 0\$ comptant également disponible. 0\$ dépôt de sécurité.

- Moteur V6 à 18 soupapes de 3,2 L à SACT, 215 ch avec injection multipoint séquentielle
- Contrôle électronique de stabilité
- Système d'antidérapage toutes vitesses
- Roues de 18 po à l'avant et de 19 po à l'arrière
- Becquet arrière à déploiement activé par la vitesse
- Sièges baquets chauffants à dossier haut et dessus en cuir avec réglage électrique

CHRYSLER PRÉSENTE SA COLLECTION AUTOMNALE

CHRYSLER PACIFICA 2005

ACHETEZ À PARTIR DE
32 999 \$^Δ

OU LOUEZ À PARTIR DE
359 \$[†] par mois.
Location de 39 mois.
Comptant initial de 4 117\$ ou échange équivalent. Option 0\$ comptant également disponible. 0\$ dépôt de sécurité.

- Moteur V6 à 3,8 L, 210 chevaux
- Habitacle 5 places confortable à deux rangées de sièges comportant une banquette arrière 65-35 rabattable à plat
- Climatisation à deux zones avec filtre à air
- Freins à disques aux 4 roues avec antiblocage
- Sacs gonflables multimodes à l'avant incluant protège-genoux gonflable du côté conducteur
- Siège conducteur à réglage électrique 8 directions et siège passager avant à réglage électrique 4 directions
- Télédévrouillage
- Antidémarrage Sentry KeySM
- Fabriquée au Canada



CHRYSLER PT CRUISER 2005

ACHETEZ À PARTIR DE
19 499 \$^Δ

OU LOUEZ À PARTIR DE
249 \$[†] par mois.
Location de 48 mois.
Comptant initial de 3 229\$ ou échange équivalent. Option 0\$ comptant également disponible. 0\$ dépôt de sécurité.

- Moteur de 2,4 L à DACT, 16 soupapes
- Transmission manuelle à 5 vitesses avec surmultiplication
- Deux sacs gonflables
- Rétroviseurs extérieurs jumelés à réglage manuel de l'intérieur
- Tachymètre
- Radio AM/FM avec lecteur de CD
- Chauffe-moteur
- Enjoliveurs grand format
- Antidémarrage Sentry KeySM



CHRYSLER SEBRING LX 2004

ACHETEZ À PARTIR DE
18 899 \$^Δ

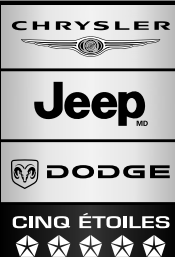
- Moteur 2,4 L à DACT, 16 soupapes
- Transmission automatique à 4 vitesses
- Climatiseur
- Lève-glaces, rétroviseurs et verrouillage à commande électrique
- Télédévrouillage
- Radio AM/FM avec lecteur de CD
- Régulateur de vitesse
- Antidémarrage Sentry KeySM



VISITEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER • JEEP^{MD} • DODGE OU CHRYSLER.CA.

Δ Les prix comprennent les allocations du fabricant consenties aux concessionnaires et sont établis pour la Chrysler 300 2005 avec l'ensemble 26H, pour le cabriolet Chrysler PT Cruiser 2005 avec l'ensemble 27F, pour la Chrysler Crossfire 2004 avec l'ensemble 21A, pour la Chrysler Pacifica 2005 avec l'ensemble 28H, pour la Chrysler PT Cruiser 2005 avec l'ensemble 27D et pour la berline Chrysler Sebring 2004 avec l'ensemble 24H. † Tarifs mensuels établis pour 39 mois pour le cabriolet Chrysler PT Cruiser 2005 avec l'ensemble 27F, pour la Chrysler Crossfire 2004 avec l'ensemble 21A, pour la Chrysler Pacifica 2005 avec l'ensemble 28H, et pour 48 mois pour la Chrysler PT Cruiser 2005 avec l'ensemble 27D. Le dépôt de sécurité est de 0 \$ pour une période de temps limitée seulement et peut changer sans préavis. Premier versement exigé à la livraison. Location pour usage personnel seulement. Aucun rachat requis. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 66 300 km (81 600 km / 48 mois) au taux de 15 ¢ le kilomètre. Sous réserve de l'approbation de Services Financiers Chrysler. Services Financiers Chrysler est un membre du groupe de Services Financiers Chrysler Canada, L.P. Transport et taxe sur le climatiseur (lorsque applicable), préparation, immatriculation, assurance, droits sur les pneus neufs, frais d'inscription au Régistre, taxes et frais d'administration des concessionnaires en sus. Photos à titre indicatif seulement. Voyez votre concessionnaire participant pour les détails et les conditions. Ces offres à durée limitée se concluent et ne peuvent être jumelées à aucune autre offre, à l'exception du programme de fidélité aux handicapés physiques, et s'appliquent à la livraison au détail des modèles neufs 2004 et 2005 sélectionnés en stock. Les offres peuvent changer sans préavis. Le concessionnaire peut devoir commander ou échanger un véhicule. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre, Chrysler est une marque déposée de DaimlerChrysler Corporation, utilisée sous licence par DaimlerChrysler Canada inc., une filiale à propriété entière de DaimlerChrysler Corporation. MD Jeep est une marque déposée de DaimlerChrysler Corporation.

Association publicitaire des concessionnaires Chrysler • Jeep^{MD} • Dodge du Québec





MICHEL GIRARD

FINANCES PERSONNELLES

CPG boursiers: de la déconfiture à la solution Desjardins

J'ai une bonne et une mauvaise nouvelles pour les épargnants qui ont investi depuis 1999 des milliards de dollars dans les populaires CPG boursiers offerts par les banques et les caisses.

Commençons par la mauvaise. En raison de la contre-performance boursière des années 2001 et 2002, plusieurs émissions en circulation de CPG boursiers ne rapporteront pas un cent à leurs détenteurs, et ce, même si la Bourse devait connaître un super rebondissement d'ici les 12 prochains mois. La raison? L'écart entre le niveau de départ de l'indice de référence de plusieurs émissions et son niveau actuel est tellement grand qu'il est impossible de les rentabiliser d'ici l'échéance des placements en question.

Des exemples d'émissions contre-performantes dont l'échéance approche à grands pas :

> 1999 et 2000, indice japonais : -40,0 % à -50,0 %

> Décembre 2000, indice mondial 50 : -26,0 %

> Avril et juillet 2000, indice européen : -47,0 %

> 1999 et 2000, indice international : -25,0 % à -40,0 %

> Avril 99, indice américain : -16,5 %

> Septembre et octobre 2000, indice canadien : -20,0 % à -25,0 %

La bonne nouvelle maintenant. Les détenteurs de ces piteuses émissions de CPG boursiers auront tout de même la chance de récupérer, à l'échéance du placement, 100 % du capital investi en raison de la garantie de capital attachée à ces CPG boursiers. Comme avantage, la garantie de capital en est tout un. Pour vous en

convaincre, il suffit de vous rappeler que certains indices boursiers de référence accusent depuis quelques années des baisses majeures. C'est donc dire que les investisseurs qui ont investi au même moment dans des fonds communs d'actions liés aux indices contre-performants ont perdu des sommes colossales, contrairement aux porteurs des émissions de CPG boursiers.

Offre spéciale de Desjardins

Chez Desjardins, les CPG boursiers portent un autre nom : Épargne à terme à rendement boursier. C'est le même produit financier que les CPG à rendement boursier. Toutefois, et ce pour une durée limitée, le Mouvement Desjardins a décidé de se montrer un peu plus souple que les banques concurrentes.

Desjardins vient de faire une offre spéciale aux détenteurs de certaines émissions encore en vigueur mais dont on est certain qu'elles ne rapporteront assurément pas un cent. L'offre se lit comme suit :

« Vous détenez une Épargne à terme à rendement boursier qui viendra à échéance d'ici juillet 2005. Il est vraisemblable que ce placement ne produira pas de rendement. Bien que ce type de placement soit habituellement non renouvelable avant échéance, nous vous offrons, exceptionnellement, l'occasion de réinvestir votre dépôt dès aujourd'hui, sans aucun frais. »

L'offre est valide jusqu'au 5 novembre prochain.

Quelles sont les émissions visées par cette offre spéciale ?

Il y a notamment les émissions

d'épargne à rendement boursier lié à l'indice japonais, soit celles du 3 décembre 1999, du 4 février 2000 et 15 avril 2000. À ces émissions, s'ajoutent également l'émission du 16 décembre 2000 liée à l'indice mondial 50, l'émission du 14 juillet 2000 axée sur l'indice européen, les émissions liées à l'indice international des mois de février, avril et juillet 2000, plus celle de décembre 1999.

En ce qui concerne l'admissibilité ou pas des autres émissions

américain, outre-mer, ou international pour profiter de la Bourse et l'Épargne à terme Gestion active et Perspectives Plus qui évoluent indépendamment des marchés financiers. »

Des contraintes

J'aimerais attirer votre attention sur la contrainte la plus importante de cette offre dite spéciale : les clients sont obligés de réinvestir leur capital dans un nouveau dépôt d'Épargne à terme indicé de cinq ans et plus.

Les investisseurs qui ont investi au même moment dans des fonds communs d'actions liés aux indices contre-performants ont perdu des sommes colossales, contrairement aux porteurs des émissions de CPG boursiers.

dans le cadre de l'offre spéciale, je vous invite à communiquer avec un conseiller du Mouvement Desjardins.

Pour convaincre les clients d'acquiescer à l'offre spéciale, voici les avantages évoqués par Desjardins :

« Vous rachetez votre dépôt sans pénalité avant l'échéance ; vous profiterez d'un indice de départ plus bas et votre placement sera toujours protégé à 100 % ; vous réinvestissez votre capital dans un nouveau dépôt d'Épargne à terme indicé de cinq ans et plus qui offre de meilleures perspectives de croissance ; vous optimisez votre diversification de portefeuille et vos chances d'atteindre un meilleur rendement ; vous avez le choix parmi plusieurs options : indice canadien,

C'est long cinq ans... quand le rendement potentiel est modeste.

Cela m'amène à la deuxième contrainte : les émissions susceptibles d'être intéressantes dans le cadre de l'offre spéciale de Desjardins sont toutes plafonnées à un rendement cumulé de 41 % sur cinq ans, ce qui donne un rendement maximum annuel composé de 7,11 % pour les cinq années du terme. Ce plafond touche les émissions de Desjardins liées à l'indice canadien, l'indice américain, l'indice international et l'indice outre-mer.

Il s'agit à mes yeux d'un plafond vraiment trop bas. Personnellement, je refuserais l'offre spéciale de Desjardins et je prendrais mon mal en patience jusqu'à l'échéance du placement, dans à peine huit mois.

Les généreux

En juillet 2005, si les marchés boursiers n'ont pas trop grimpé par rapport à aujourd'hui, j'investirais préférablement le capital récupéré dans un des billets boursiers vendus par les maisons de courtage, pour autant que le rendement plafonné ne soit pas inférieur à 8 %.

Pour votre information, si le marché boursier canadien vous intéresse, sachez qu'il y a actuellement sur le marché au moins deux placements nettement plus généreux que les CPG et Épargne boursiers.

Il y a l'Obligation boursière liée à l'indice Québec 30. Ce placement est offert par Épargne Placements Québec. Le rendement cumulé sur cinq ans est plafonné à hauteur de 70 %, soit un rendement annuel composé supérieur à 11 %. Pour le terme de sept ans, le rendement est illimité.

Deuxième placement fort intéressant : le Billet Blue Chip de la Financière Banque Nationale, lequel est offert à la Banque Nationale et dans toutes les maisons de courtage. Le rendement de ce billet est lié à un portefeuille de 20 grandes sociétés canadiennes. Son terme est de sept ans, mais il est possible de le revendre avant terme. De plus, la Banque Nationale se donne le privilège de le racheter à mi-terme (dans 3 1/2 ans) et si tel est le cas elle versera un rendement annuel composé minimum de 9,5 %. Si le billet n'est pas racheté, le rendement devient illimité, c'est-à-dire à la hauteur du rendement obtenu par le portefeuille Blue Chip.



Infiniti de Brossard
9005, boul. Taschereau
Brossard (Québec)
(450) 445-5799

Infiniti Laval
305, boul. Saint-Martin Est
Laval (Québec)
(514) 382-8550

Meridien Infiniti
4000, rue Jean-Talon Ouest
Montréal (Québec)
(514) 731-7977

Spinelli Infiniti
345, boul. Brunswick
Pointe-Claire (Québec)
(514) 697-5222

L'événement « Louez sans vous dépenser » d'Infiniti

Nous avons réduit les paiements de location de la berline G35x TI 2004 d'Infiniti. Pour un temps limité, vous pouvez désormais en louer une pour seulement 385 \$ par mois. Elle vient équipée d'un moteur V6 de 260 chevaux, de la traction intégrale ATTESA E-TS^{MC}, d'une sonorisation Bose^{MD} de 200 watts, d'un toit ouvrant électrique avec glace coulissante et des dessus de sièges en cuir et sièges avant chauffants. En fait, les seules choses qui ont été augmentées sont les chances d'en conduire une. Infiniti.ca

La G35x TI 2004 en location à partir de

La location de 36 mois inclut : Transport et livraison
• 24 000 kilomètres par an • Faible coût de kilomètre
additionnel • Aucun dépôt de sécurité

385\$ / mois.*



INFINITI

INVESTIR

De la reprise à l'expansion



RÉJEAN BOURDEAU
FIN DE SÉANCE

Depuis le printemps, l'économie nord-américaine est passée de la phase de reprise à celle de l'expansion. Qu'est-ce que cela signifie pour la Bourse ?

« Il faut s'attendre à une performance moins reluisante, estime le stratège François Dupuis, du Mouvement Desjardins. Après avoir profité de la hausse des indices l'an dernier, les investisseurs voient maintenant apparaître des obstacles. »

Du côté financier, les États-Unis sont aux prises avec d'énormes déficits budgétaires et commerciaux. Cela pourrait se traduire par une dévaluation supplémentaire du dollar américain, précise celui qui est également chef économiste adjoint.

Pour l'instant, ajoute-t-il, cela n'a pas amené les investisseurs étrangers à retirer leurs billes des Bourses américaines.

« Les actifs nord-américains sont convoités, remarque M. Dupuis. À court terme, du moins, ils servent encore de valeur refuge. »

Cela dit, les incertitudes géopolitiques continuent de créer de l'incertitude sur les marchés.

« On assiste au retour des tensions internationales après l'accalmie qui a suivi la fin de la Guerre froide, explique le stratège. Tout cela augmente la part des dépenses militaires et pourrait faire croître les déficits des gouvernements. »

De plus, la hausse des cours pétroliers à des niveaux records ne fait rien pour rassurer les investisseurs et calmer la spéculation.

LAPRESSEAFFAIRES.COM

Les 10 titres les plus consultés par les internautes hier

1	Bombardier (BBD.B)
2	ConjuChem (CJC)
3	ProMetic (PLI)
4	Xillix Technologies (XLX)
5	Nortel (NT)
6	Pfizer (PFE)
7	Dimethaid (DMX)
8	Transtion Therapeutics (TTH)
9	CGI (GIB.A)
10	Jean Coutu (PICA)

Selon François Dupuis, le prix de l'or noir va demeurer entre 50 \$ US et 60 \$ US le baril jusqu'au début de l'an prochain.

Cette situation pèse évidemment sur l'économie. Chaque hausse de 10 \$ US du prix du brut a pour effet de réduire la croissance mondiale de 0,5 %.

« Puisque le baril est 20 \$ US plus élevé qu'il devrait être, cela ralentit la croissance économique de 1 % », rappelle-t-il.

Par ailleurs, les élections américaines s'inscrivent également parmi les facteurs de risque.

Les boursicoteurs préféreraient George W. Bush, favorable aux baisses d'impôt et plus près des gens bien nantis.

Pour leur part, les investisseurs du marché obligataire pencheraient davantage pour John Kerry, qui semble prêt à améliorer la situation financière du gouvernement (ce qui aurait pour effet d'alléger les taux d'intérêt).

Puisque les problèmes financiers et politiques pèsent plus lourd au sud de la frontière, M. Dupuis pense que les Bourses américaines feront moins bien que leurs contreparties canadiennes.

Sans compter, poursuit-il, que leur évaluation est plus élevée. Les cours boursiers américains équivalent à 18 fois les profits, comparativement à 15 fois pour le Canada.

Le stratège remarque que la plupart des variables économiques ont atteint leur sommet au printemps.

Hier, le département du Travail américain a annoncé la création d'environ 100 000 emplois, un niveau sous les attentes des observateurs.

M. Dupuis surveillera de près les prochaines réunions de la Réserve fédérale américaine (Fed) pour voir si la banque centrale modifiera son message pour dire que le ralentissement est plus « corsé » que prévu.

« Si les signes de faiblesses s'aggravent, dit-il. La croissance sera décevante en Bourse. »

D'ici la fin de l'année, il prévoit une progression d'environ 1,5 % de l'indice S&P 500. Il anticipe un gain supplémentaire de 3 à 6 % l'an prochain.

La Bourse canadienne devrait faire un peu mieux avec une hausse de 2 % au quatrième trimestre et de 5 à 10 % en 2005.

« La Bourse canadienne profitera du boom des matières premières et du ménage dans les finances publiques, dit-il. Cela attire les investisseurs et favorise la valeur de notre dollar. »

Pour le dernier trimestre de l'année, il gardera un oeil sur les chiffres du surplus commercial pour voir si l'envolée du huard (qui a

À SURVEILLER AU 4^e TRIMESTRE

	Dernière statistique	Prochaines dates de publication	Estimation ¹
CANADA			
PIB réel - Comptes nationaux	4,3%	3 ^e trim. 2004 : 30 novembre	de 3% à 3,5%
<i>Taux trimestriel annualisé</i>	au 2 ^e trim. 2004		
PIB réel par industrie	0,1%	29 oct. pour août	0,3%
<i>Taux mensuel</i>	en juillet 2004	30 nov. pour septembre 30 déc. pour octobre	
Emplois	43 200	5 nov. pour octobre	25 000
<i>Différence mensuelle</i>	en sept. 2004	3 déc. pour novembre	
Taux de chômage	7,1%	5 nov. pour octobre	7,1%
	en sept. 2004	3 déc. pour novembre	
Taux d'inflation de base	1,5%	26 oct. pour septembre	1,6%
<i>Taux annuel</i>	en août 2004	23 nov. pour octobre 17 déc. pour novembre	
Surplus commercial de marchandises	6,2 milliards	14 octobre pour août	6,5G\$
	en juillet 2004	10 nov. pour septembre 14 déc. pour octobre	
Livraisons manufacturières	0,5%	15 oct. pour août	0,4%
<i>Taux mensuel</i>	en juillet 2004	15 nov. pour septembre 14 déc. pour octobre	
ÉTATS-UNIS			
PIB réel	3,3%	3 ^e trim. 2004 : 29 octobre	de 3% à 4%
<i>Taux trimestriel annualisé</i>	au 2 ^e trim. 2004		
Emplois non agricoles	96 000	5 nov. pour octobre	175 000
<i>Différence mensuelle</i>	en sept. 2004	3 déc. pour novembre	
Taux de chômage	5,4%	5 nov. pour octobre	5,4%
	en sept. 2004	3 déc. pour novembre	
Indice ISM manufacturier	58,5	1 ^{er} nov. pour octobre	58
	en sept. 2004	1 ^{er} déc. pour novembre	
Taux d'inflation de base	1,7%	19 oct. pour septembre	1,8%
(ex. aliments et énergie)	en août 2004	17 nov. pour octobre 17 déc. pour novembre	
<i>Taux annuel</i>			
Indice de confiance des consommateurs	96,8	26 oct. pour octobre	98
(Conference Board)	en sept. 2004	30 nov. pour novembre 28 déc. pour décembre	
Ventes au détail	-0,3%	15 oct. pour septembre	0,5%
<i>Taux mensuel</i>	en août 2004	12 nov. pour octobre 13 déc. pour novembre	

¹ Progression anticipée d'ici la fin de septembre par rapport à la dernière observation



Source : Mouvement Desjardins PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE ©

touché 80 cents US hier) aura un impact sur les exportations.

M. Dupuis s'intéressera également aux statistiques de l'inflation. En réduisant le prix des biens importés, poursuit-il, la hausse du dollar devrait abaisser l'inflation.

« Si c'est le cas, le dilemme sera

de savoir de combien les taux d'intérêt devront-ils monter », dit le spécialiste.

Pour le reste, il constate que les autres variables vont bien : la croissance économique est de 3 % et il s'est créé 43 200 emplois en septembre.

Forzani revoit à la baisse sa prévision de bénéfice

PRESSE CANADIENNE

CALGARY — Le détaillant d'articles de sport Forzani a prévenu, hier, qu'il revoit à la baisse sa prévision de profit annuel, à cause notamment d'une rentrée scolaire décevante.

Durant les huit semaines achevées à la fin de septembre, les ventes totales ont diminué de 1,8 % par rapport à la même la période en 2003 ; celles des magasins comparables aussi ont baissé, de 3,6 %, s'établissant à 152,6 millions de dollars.

Pour l'entreprise, qui exploite au Québec la chaîne Sports Experts, le bénéfice net de l'exercice se terminant à la fin de janvier 2005 serait « similaire » à celui d'un an plus

tôt, soit 86 cents par action ; Forzani a déjà prédit qu'il se situerait dans une fourchette de 1,02 \$ à 1,10 \$ par action.

La nouvelle fourchette va de 84 à 94 cents par action. La direction cite comme raison la forte concurrence, notamment sur les prix en Ontario. Par ailleurs, en juillet, le détaillant avait été condamné à payer 1,7 million en pénalités, le Bureau de la concurrence ayant établi qu'il y avait eu tromperie quant aux prix de vente dans ses magasins aux enseignes Sport Chek et Sport Mart.

L'action de Forzani a chuté de 9,5 % (1,15 \$), à 10,93 \$ hier, à la Bourse de Toronto.

Mediagrif réorganise sa division Flow et supprime 36 emplois à Québec

KARINE FORTIN PRESSE CANADIENNE

La société Mediagrif, qui exploite plusieurs réseaux d'affaires électroniques, a laissé savoir hier qu'elle réorganiserait sa division de logiciels et de service Flow Systems et qu'elle supprimerait 36 postes à Québec.

Les activités de recherche et développement seront rapatriées au siège social, à Longueuil. Les ventes et le marketing de Flow Systems seront confiés aux équipes chargées de répondre aux demandes des autres clients de Mediagrif.

La restructuration coûtera environ 850 000 \$ avant impôts. L'entreprise

inscrira ses frais à ses livres du deuxième trimestre qui a pris fin le 30 septembre dernier.

En 2004, Flow a généré des revenus de quelque 2,5 millions de dollars. Elle a cependant enregistré une perte d'exploitation de 1,5 million. La division s'était fixé pour objectif d'atteindre le seuil de rentabilité au cours de l'exercice 2005.

Les résultats du premier semestre se sont toutefois avérés décevants, a convenu le PDG de Mediagrif, Denis Gadbois. « Au cours trois des dernières années, nous avons investi d'importantes ressources dans le développement des produits de gestion des promotions de

REVUE

BOURSIÈRE

Décus, les marchés reculent

PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Les marchés ont fini la semaine à la baisse, sous l'impact d'un bilan décevant de l'embauche aux États-Unis. Le pétrole a par contre grimper d'un cran encore et les indices boursiers nord-américains ont perdu du terrain.

Le dollar canadien s'en est retrouvé favorisé, avec un gain substantiel de 0,59 cent US, pour clore à 79,87 cents US ; en début de séance, il avait atteint 80 cents US. Sur la semaine, le huard a pris 0,66 cent US.

Plusieurs économistes s'attendaient à la création de 145 000 emplois aux États-Unis en septembre, mais le département du Travail n'en a compté que 96 000. En outre, le résultat du mois d'août a été revu à la baisse, hier, de 144 000 à 128 000 emplois.

À New York, le brut léger pour novembre a encore grimpé, cette fois de 64 cents US, à 53,31 \$ US le baril, face aux craintes persistantes quant à l'approvisionnement de la ressource.

L'or également a progressé, gagnant 5 \$ US, à 422,30 \$ US l'once, pendant que les cambistes larguaient du dollar américain.

« Ce ne sont pas de bonnes nouvelles », a commenté Andrew Pyle, de la Banque Scotia, au sujet de l'emploi le mois dernier aux États-Unis.

Son collègue Jack Ablin, de Harris Private Bank, filiale étasunienne de la Banque de Montréal, a lui aussi trouvé ce bilan « très décevant (...) Et nous allons maintenant voir les effets sur l'économie du baril à 50 \$ US ».

Statistique Canada a annoncé de bonnes nouvelles concernant le marché canadien de l'emploi, à temps plein surtout, et les analystes s'attendent à une prochaine hausse des taux d'intérêt par la Banque du Canada.

À la Bourse de Toronto, l'indice S&P/TSX a cédé 10,49 points, à 8814,89, dans un volume de 250 millions d'actions échangées.

À Wall Street, le Dow Jones des 30 valeurs industrielles a cédé 70,20 points, à 10 055,20, et le S&P 500 a décliné de 8,51 points, à 1122,14.

Parmi les titres d'aurifères, Kinross a avancé de 15 cents, à 8,70 \$, et Goldcorp de 23 cents, à 17,59 \$, à Toronto.

L'exploitant de réseaux informatiques Mediagrif, de Longueuil, a vu son action céder 10 cents, à 9,60 \$, le jour où il réorganisait sa division des logiciels et supprimait 36 postes à Québec.

LES DIVIDENDES

	Taux	Paiement	Enreg.
AGF Mngmt Ltd	0,11 trim. C.	20-10-04	08-10-04
Emera Inc.	0,22 trim. C.	15-11-04	29-10-04
Goldcorp Inc.	0,015 C trim.	22-10-04	14-10-04
Metro Inc. (B)	0,085 trim. C.	29-11-04	08-11-04

LES BOURSES DANS LE MONDE

	FERMETURE			VARIATION		
	NET	EN %		NET	EN %	
AMÉRIQUE DU NORD/SUD						
S&P 500 (New York)	1122,14	-8,51	-0,75			
Mexico Bolsa	10920,97	-176,99	-1,60			
Brazil Bovespa Stock	23926,85	-177,33	-0,74			
EUROPE/AFRIQUE						
DJ Euro Stoxx 50 P	2734,09	-15,10	-0,55			
FTSE 100 (Angleterre)	4698,90	0,20	0,00			
CAC 40 (France)	3737,87	-20,83	-0,55			
DAX (Allemagne)	4015,54	-27,82	-0,69			
ASIE/PACIFIQUE						
NIKKEI 225 (Japon)	11349,35	-5,24	-0,05			
Hang Seng (Hong Kong)	13241,46	-80,27	-0,60			
S&P/ASX 200 (Australie)	3686,80	-14,00	-0,38			

LE PÉTROLE

	Vendredi	Jeudi
NEW YORK (AP) Prix par baril en \$ US		
Dubai	37,83	38,00
North Sea Brent	49,69	48,62
West Texas Intermediate	53,32	52,68

LES OBLIGATIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA						
Émetteur	Coupon	Échéance	Prix	Rend.	Var.	
Canada	9,00	1 Déc. 04	100,86	2,37	-0,01	
Canada	6,00	1 Sept. 05	102,74	2,82	+0,02	
Canada	8,75	1 Déc. 05	106,46	2,91	+0,03	
Canada	7,00	1 Déc. 06	107,60	3,27	+0,11	
Canada	7,25	1 Juin 07	109,55	3,42	+0,15	
Canada	6,00	1 Juin 08	107,63	3,73	+0,29	
Canada	5,50	1 Juin 09	106,38	3,97	+0,37	
Canada	9,50	1 Juin 10	126,70	4,13	+0,49	
Canada	9,00	1 Mars 11	126,17	4,26	+0,55	
Canada	6,00	1 Juin 11	109,48	4,33	+0,53	
Canada	10,25	15 Mars 14	143,43	4,53	+0,76	
Canada	9,75	1 Juin 21	155,11	4,87	+0,98	
Canada	8,00	1 Juin 23	136,78	5,02	+0,95	
Canada	8,00	1 Juin 27	138,58	5,10	+1,08	
Canada	5,75	1 Juin 29	109,90	5,11	+0,95	
Real Ret.	4,25	1 Déc. 21	128,53	2,23	+0,47	
Real Ret.	4,25	1 Déc. 26	134,16	2,27	+0,60	
PROVINCIAL						
B C M Fin	5,50	24 Mars 08	105,40	3,81	+0,21	
Hydro Qué.	8,50	15 Août 05	104,64	2,83	+0,02	
Hydro Qué.	11,00	15 Août 20	158,98	5,40	+0,93	
Manitoba	7,75	22 Déc. 25	128,59	5,45	+0,95	
N Brunswick	5,70	2 Juin 08	106,17	3,86	+0,28	
N Brunswick	6,00	27 Déc. 17	107,83	5,17	+0,72	
NWindind	6,15	17 Avril 28	106,48	5,64	+0,86	
Nva Scotia	6,60	1 Juin 27	113,06	5,57	+0,89	
Ontario	6,13	12 Sept. 07	106,81	3,63	+0,16	
Ontario	6,25	25 Août 28	109,53	5,52	+0,90	
Hydro Ont.	7,75	3 Nov. 05	104,98	2,91	+0,02	

L'ARGENT

	Vendredi	Jeudi
Les courtiers londoniens ont haussé vendredi le prix de l'argent de (\$0 0750) cents américains par rapport à l'ouverture de la veille.		
Vendredi: \$7 2600		
MONTREAL— Handy & Harman évalueait hier le prix de l'argent canadien (\$9 445) (\$+ 0 077) cents canadiens par rapport à l'ouverture de la veille		
New-York—Handy & Harman évalueait hier le prix de l'argent américain (\$7 285) (\$+ 0 095) cents américains par rapport à l'ouverture de veille		

CORPORATIONS						
Bk Scotia	5,65	22 Juil. 13/08	105,45	4,07	+0,29	
Bell Can.	7,00	24 Sept. 27	107,01	6,41	+0,80	
Bombardier	7,35	22 Déc. 26	85,00	8,91		
Cdn Occ Pet	6,30	2 Juin 08	106,84	4,24	+0,28	
Cons Gas	6,10	19 Mai 28	99,85	6,11	+0,79	
Gtaa	5,95	3 Déc. 07	105,54	4,04	+0,17	
Gtaa	6,45	3 Déc. 27	99,67	6,47	+0,76	
Investors Gr	6,65	13 Déc. 27	103,02	6,39	+0,78	
Molson Br	6,00	2 Juin 08	105,79	4,26	+0,28	
Molson Br	6,70	2 Juin 28	102,42	4,49	+0,78	
Nav Canada	6,60	1 Déc. 06	106,42	3,44	+0,11	
Nav Canada	7,40	1 Juin 27				

INVESTIR

En tout temps, consultez les cotes boursières en direct sur lapresseaffaires.com

LA PRESSE AFFAIRES

LPA 50

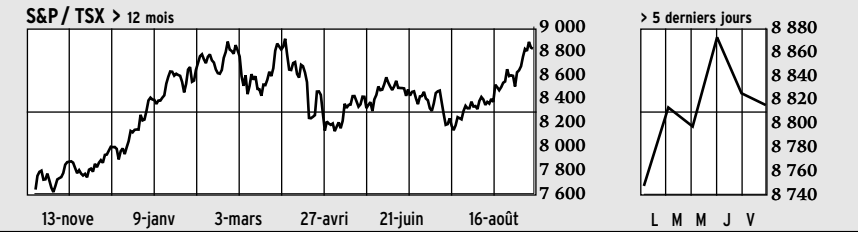
La Presse Affaires présente une sélection de 50 titres qui suscitent un grand intérêt chez les lecteurs

	IQ 30	FERMETURE (\$)	CHANGEMENT NET	%	VARIATION CETTE ANNEE (%)	VAL. BOUR. (M \$)	52 SEMAINES	
							HAUT	BAS
Abitibi-Consolidated (A)	✓	8,00	0,04	0,50	-22,85	3 521	10,97	7,30
▼ Aeterna (AEZ)		7,23	-0,10	-1,36	68,14	330	11,50	3,57
ACE Aviation (ACE/B)		22,60	0,07	0,31	n.d.	1 999	n.d.	n.d.
Alcan (AL)	✓	61,43	-0,46	-0,74	1,42	22 634	66,08	49,83
Alimentation Couche-Tard (ATD/B)	✓	29,63	0,04	0,14	23,98	2 990	31,00	19,75
▲ Astral Media (ACM/A)		28,44	0,32	1,14	1,39	1 592	30,20	25,00
▼ Axcan Pharma (AXP)	✓	18,91	-0,63	-3,22	-6,62	862	28,95	16,70
▲ Banque de Montréal (BMO)	✓	56,65	0,57	1,02	5,89	28 357	59,65	48,07
Banque Laurentienne du Canada (LB)	✓	25,55	-0,15	-0,58	-8,26	601	29,47	25,47
Banque Nationale du Canada (NA)	✓	44,65	-0,19	-0,42	3,50	7 530	47,99	38,05
Banque Royale du Canada (RY)	✓	60,25	0,17	0,28	-2,51	39 192	65,90	58,04
BCE (BCE)	✓	27,64	0,03	0,11	-4,36	25 559	30,28	25,64
▼ BCE Émergis (IFM)		3,60	-0,09	-2,44	-34,55	372	7,40	2,93
▼ Bombardier (BBD/B)	✓	2,64	-0,15	-5,38	-51,74	4 655	7,13	2,55
Cambior (CBI)		3,84	-0,01	-0,26	-3,76	939	4,95	2,80
▼ Cascades (CAS)	✓	13,75	-0,20	-1,43	11,07	1 123	14,53	11,15
CN (CNR)	✓	62,50	0,57	0,92	14,33	17 882	63,75	47,07
Cogeco (CGO)		19,00	0,00	0,00	19,05	311	20,70	14,75
▲ Conjuchem (C/C)		3,02	0,07	2,37	-42,59	129	15,10	2,59
▼ Corporation Financière Power (PWF)	✓	29,22	-0,38	-1,28	17,99	20 595	30,12	21,90
Domtar (DTC)	✓	15,66	-0,05	-0,32	-3,63	3 602	17,95	14,10
▲ Exfo (EXF)		6,90	0,11	1,62	44,35	472	9,30	4,10
Groupe CGI (GIB/A)	✓	8,38	0,03	0,36	3,46	3 725	9,29	7,11
▼ Groupe Les Ailes de la Mode (MOD)		0,66	-0,05	-7,04	-41,07	13	6,96	0,56
Groupe SNC-Lavalin (SNC)	✓	50,50	0,01	0,02	-0,98	2 552	52,00	42,50

▲▼ Indique un titre qui a gagné ou perdu 1% et plus de sa valeur par rapport à la fermeture de la séance précédente. / Caractère gras Indique une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance. / IQ 30 Le crochet (✓) dans cette colonne identifie les titres qui font partie de l'indice Québec 30. La valeur de l'indice est présentée chaque jour à la UNE de La Presse Affaires. / M\$ Millions de dollars US / La liste des titres est sujette à une révision périodique.

	IQ 30	FERMETURE (\$)	CHANGEMENT NET	%	VARIATION CETTE ANNEE (%)	VAL. BOUR. (M \$)	52 SEMAINES	
							HAUT	BAS
Groupe TVA (TVA/B)	✓	19,45	-0,09	-0,46	-7,29	617	25,24	18,60
▲ Labopharm (DDS)		2,94	0,04	1,38	-67,94	125	9,30	2,28
▲ Le Groupe Canam Manac (CAM/A)		5,50	0,10	1,85	37,50	188	6,00	3,50
Le Groupe Jean Coutu (PJC) (PJC/A)	✓	16,18	-0,05	-0,31	1,76	4 285	19,79	14,76
Les Industries Dorel (DII/B)	✓	35,75	-0,06	-0,17	0,68	1 171	47,50	33,29
Les Vêtements de Sports Gildan (GIL/A)	✓	36,28	0,30	0,83	-9,37	1 075	44,90	33,85
L'Industrielle-Alliance (IAG)	✓	48,86	-0,14	-0,29	11,55	1 947	50,00	36,61
Mega Bloks (MB)		19,25	-0,05	-0,26	-16,30	524	26,49	17,57
Metro (MRU/A)	✓	19,05	-0,05	-0,26	-13,01	1 855	22,75	17,22
▲ Molson (MOL/A)	✓	31,93	0,38	1,20	-11,55	4 077	36,80	28,50
▼ Neurochem (NRM)	✓	21,32	-0,75	-3,40	-30,33	646	36,55	15,55
▼ Nortel (NT)		4,29	-0,13	-2,94	-21,86	18 311	11,94	4,11
▼ Power Corporation du Canada (POW)	✓	28,51	-0,34	-1,18	17,81	11 281	29,61	20,86
Quebecor (QBR/B)	✓	27,15	0,13	0,48	14,75	1 755	28,74	20,20
Quebecor World (IQW/SV)	✓	29,09	-0,03	-0,10	8,75	3 853	31,05	20,59
▲ Quincaillerie Richelieu (RCH)		21,50	0,30	1,42	12,98	496	21,90	16,80
▼ Rona (RON)		34,42	-0,55	-1,57	10,36	1 958	35,10	21,40
Saputo (SAP)	✓	34,00	0,25	0,74	5,92	3 545	34,50	25,45
Shermag (SMG)		9,75	0,05	0,52	-30,16	130	16,30	9,41
Sico (SIC)		24,39	0,00	0,00	-3,21	166	25,50	21,00
▼ Téléystème Mobiles Int. (TIW)	✓	11,90	-0,34	-2,78	9,68	1 665	20,65	6,60
▼ Tembec Inc. (TBC)		8,54	-0,11	-1,27	-9,44	733	11,25	7,05
▼ Transat AT (TRZ)		22,10	-0,40	-1,78	99,10	745	22,75	6,90
▼ Transcontinental (TCL/A)	✓	23,60	-0,30	-1,26	-1,67	2 099	28,35	20,45
Van Houtte (VH)		16,00	-0,05	-0,31	-0,31	344	16,99	12,85

BOURSE DE TORONTO



HIER	OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
	8 821,27	8 863,36	8 807,83	8 814,89	-0,12%	16,46%

ACTIONS NÉGOCIÉES	1 524	GAINS	671	PERTES	656	INCHANGÉES	197
52 semaines HAUT	8 917,64	BAS	7 560,97	Volume (millions)	250	HIER	250
						JOUR PRÉCÉDENT	297

SOUS-INDICES

	FERMETURE	VARIATION		FERMETURE	VARIATION
Services financiers	146,20	0,07	Prod. consom. discrét.	87,77	-0,15
Matériaux de base	164,64	1,00	Services de télécom.	62,50	-0,10
Énergie	194,61	-0,64	Prod. consom. de base	174,55	0,48
Produits industriels	69,11	-0,53	Service publics	149,68	0,39
Tech. de l'information	29,79	-0,61	Soins de santé	58,46	-0,08

AUTRES INDICES CANADIENS

S&P / TSX 60	490,42	-0,74	-0,15	S&P / TSX Moyen. Cap.	605,74	-0,81	-0,13
S&P / TSX Petites cap.	597,64	0,87	0,15	DJ Can. Titans (40)	1 284,91	-3,04	-0,24

LES 10 PLUS ACTIFS

	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
WHEATON RIVER M.	22020630	4,07	0,10	BLIZZARD ENERGY	3499800	2,70	0,35
BOMBARDIER INC /B	1730800	2,64	-0,15	CANWEST GLOBAL CO	3040611	11,15	0,90
NORTEL NETWORKS C	8964292	4,29	-0,13	CAMBIOR INC	2945949	3,84	-0,01
ABITIBI-CONSOLIDATA	6160797	8,00	0,04	ELDORADO GOLD COR	2879650	3,81	-0,07
WEST ENERGY LTD	5221879	2,65	1,34	KINROSS GOLD CORP	2873106	8,70	0,15

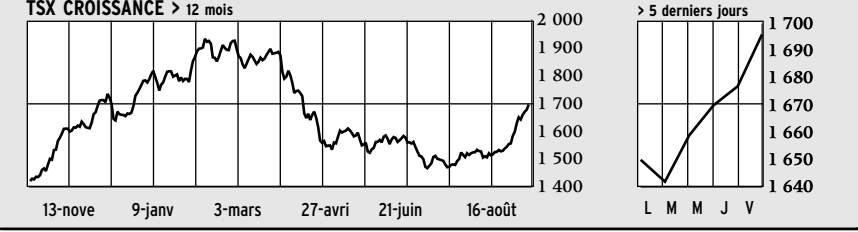
TITRES GAGNANTS EN %

	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)
WEST ENERGY LTD	5221879	2,65	102,29	RESEARCH IN MOTIO	1200	77,64	3,65
QGX LTD	1730800	3,19	20,83	TSX GROUP INC	192074	51,50	2,57
PINETREE CAPITAL	57305	2,05	16,48	WESTON (GEORGE)	42034	96,40	2,45
BLIZZARD ENERGY	3499800	2,70	14,89	INTEROIL CORP	98295	34,42	1,85
CI ENERGY LTD	15640	2,10	13,51	ABER DIAMOND CORP	106945	45,31	1,54

TITRES GAGNANTS EN \$

	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)
ASBESTOS CORP LTD	2500	5,00	-16,67	RESEARCH IN MOTIO	340796	94,80	-2,71
MAINSTREET EQUITY	4000	5,25	-10,56	FOUR SEASONS HOTEL	70466	82,75	-2,22
FORZANI GROUP/A	860665	10,93	-9,52	FAIRFAX FINANCIAL	11415	169,93	-1,17
BOMBARDIER INC-A	226720	2,73	-7,77	FORZANI GROUP/A	860665	10,93	-1,15
ROMAN CORP LTD	1000	6,10	-7,44	SIERRA WIRELESS I	338266	21,56	-1,10

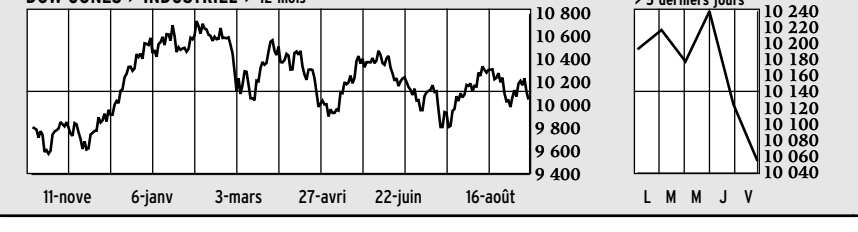
BOURSE DE CROISSANCE TSX



HIER	OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
	1 677,19	1 696,21	1 677,19	1 696,15	1,13%	21,30%

ACTIONS NÉGOCIÉES	1 070	GAINS	462	PERTES	356	INCHANGÉES	252
52 semaines HAUT	1 933,49	BAS	1 392,36	Volume (millions)	79	HIER	91
						JOUR PRÉCÉDENT	91

NEW YORK



HIER	OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
	10 124,11	10 148,04	10 036,32	10 055,20	-0,69%	4,41%

ACTIONS NÉGOCIÉES	3 431	GAINS	1 610	PERTES	1 680	INCHANGÉES	141
52 semaines HAUT	10 753,63	BAS	9 497,72	Volume (millions)	1 296	HIER	1 450
						JOUR PRÉCÉDENT	1 450

NASDAQ



HIER	OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
	1 940,67	1 949,34	1 917,72	1 919,97	-1,47%	1,38%

ACTIONS NÉGOCIÉES	3 251	GAINS	919	PERTES	2 094	INCHANGÉES	238
52 semaines HAUT	2 153,83	BAS	1 750,82	Volume (millions)	1 674	HIER	1 743
						JOUR PRÉCÉDENT	1 743

TSX CROISSANCE LES QUÉBÉCOISES

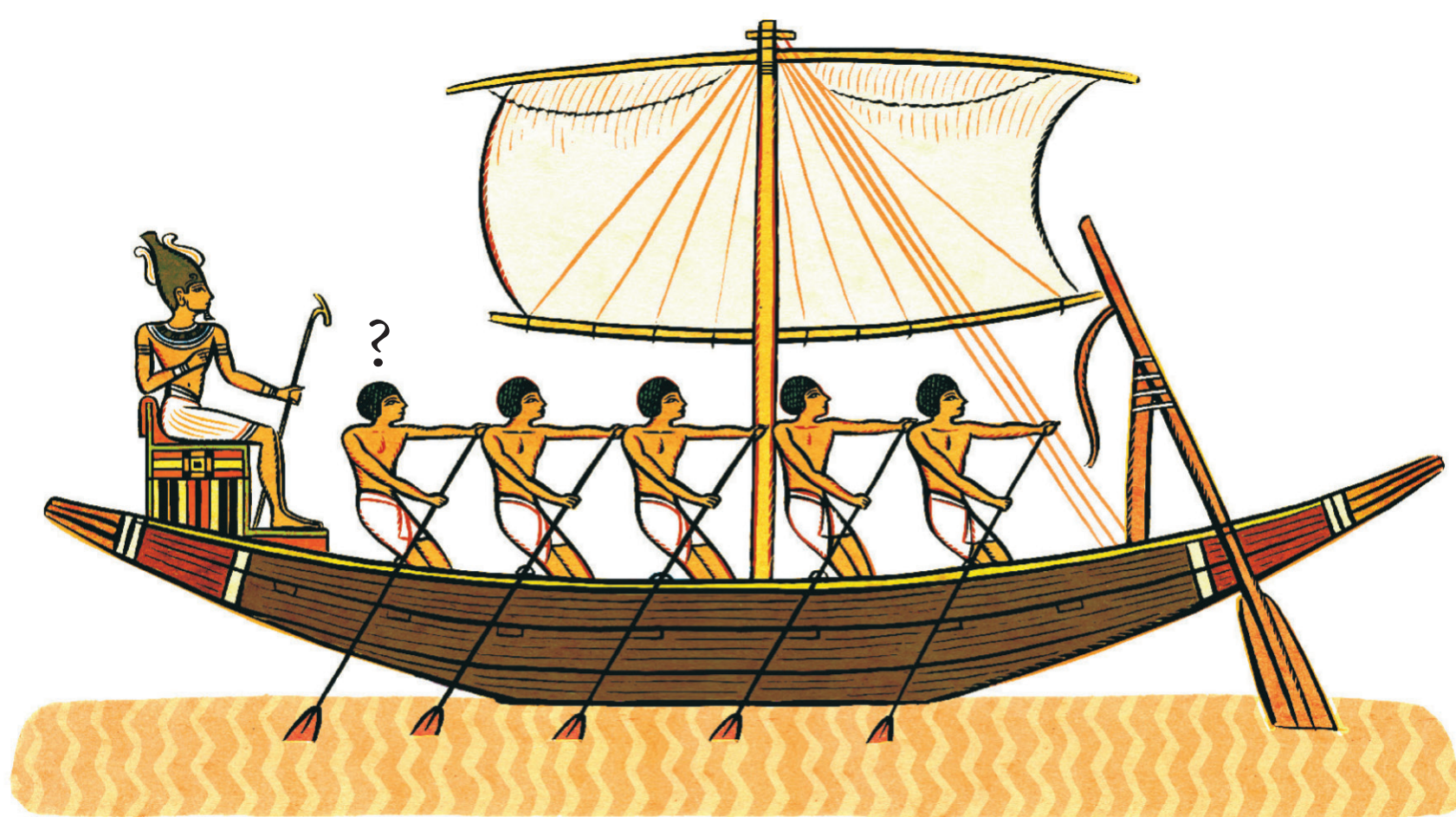
	FERMETURE (\$)	CHANGEMENT NET	%	VOLUME	VAR. CETTE ANNEE (%)		FERMETURE (\$)	CHANGEMENT NET	%	VOLUME	VAR. CETTE ANNEE (%)	
About Mines Inc -CI B (ABI)	0,23	-0,01	-4,26	32 300	60,71		Look Communications Inc (LOK)	0,06	0,00	0,00	106 424	-86,05
Abitex Resources Inc (ABE)	0,49	-0,06	-10,91	16 000	-24,62		Loubac Top Environmental Inc (LTE)	0,09	0,00	0,00	0	-40,00
Afcan Mining Corporation (AFK)	0,27	0,02	6,00	233 036	-55,83		Loubel Exploration Inc (LBX)	0,05	0,00	0,00	0	-35,71
Afri-Can Marine Minerals Crp (AFA)	0,09	0,00	0,00	3 000	-48,57		Louven Mines Inc (LOV)	0,78	0,00	0,00	0	-29,09
Aldeveision Inc (ALD)	0,07	0,01	7,69	7 100	55,56		Lyrtech Inc CIA (LYT)	0,23	-0,01	-2,17	51 200	-54,08
Andromed Inc (AD)	0,19	0,01	5,56	3 600	-64,82		Magistral Biotech Inc (MBS)	0,38	-0,02	-5,00	38 000	-24,00
Antoro Resources Inc (ORE)	0,10	0,00	0,00	82 000	-68,75		Matamec Explorations Inc (MAT)	0,08	0,00	0,00	0	-60,00
Appalaches Resources Inc (APP)	0,15	0,00	0,00	148 500	-29,27		Maude Lake Exploration Ltd (MAU)	0,05	0,00	0,00	0	-62,96
Arquest Internat Alliances (AQ/B)	0,05	0,00	0,00	6 700	-35,71		Melkior Resources Inc (MKR)	0,09				

LE BOURSE ET LES MARCHÉS

Main table containing stock market data for various companies, organized by sector (e.g., A-B, C, D-F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z). Each entry includes the company name, volume, and price changes.

Table titled 'LES DEVISES' showing exchange rates for various currencies including the US Dollar, Euro, Japanese Yen, and others.

Table titled 'LE MARCHÉ OBLIGATAIRE' showing interest rates and yields for various types of bonds and securities.



POURQUOI TRAVAILLER POUR UN AUTRE ?

Vous voulez être votre propre patron ? Tapez **www.acquization.biz** : le nouveau service Internet voué à la recherche d'entreprises et de franchises. Simple, sûr et confidentiel, il est gratuit pour les acheteurs. Entrez vos critères de recherche et vous serez avisé par courriel aussitôt qu'un vendeur éventuel se manifeste. Vous pouvez aussi y repérer agents, courtiers et autres ressources professionnelles. Chez Acquization.biz, l'occasion fait le patron.

Acqui^zition.biz

Pour acheter ou vendre une entreprise.